



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2412
24 octobre 2014
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Victimes d'Ebola et du capitalisme



JOHN MOORE / GETTY IMAGES

Margerie encensé
Mais qui pleurera
les victimes
de Total?

page 3

Baisse des allocations
Pour ne pas
s'en prendre
aux vrais riches

page 3

Victimes d'Ebola et du capitalisme

Après la mort d'un patient libérien atteint du virus Ebola dans un hôpital du Texas et la contamination de deux infirmières qui l'ont soigné, les États-Unis sont sur le pied de guerre. Et depuis qu'une malade d'Ebola a été soignée en France, le moindre cas suspect déclenche un emballement médiatique.

L'épidémie a démarré il y a près d'un an en Afrique de l'Ouest, où on compte 4500 morts. Mais il a fallu que le virus atteigne les pays riches pour que leurs dirigeants s'en inquiètent. Tant que les morts étaient africains, ils en faisaient peu de cas!

Aux États-Unis ou en France, les gouvernements se veulent rassurants. Les hôpitaux et le personnel seraient bien préparés pour empêcher toute épidémie. Mais il y a la théorie, les protocoles, le matériel à double ou triple protection... et la réalité.

À Dallas, le patient libérien s'était présenté à l'hôpital avec tous les symptômes d'Ebola. Il a été renvoyé chez lui avec des antibiotiques et du paracétamol. À cause d'une erreur de diagnostic? Sûrement. Mais aussi parce que c'est la règle d'éconduire ceux qui n'ont pas d'assurance-maladie, comme c'était son cas.

En France, cela ne se serait pas

passé ainsi, nous dit-on. Mais on connaît la pénurie dans les hôpitaux, l'insuffisance de personnel, la surcharge de travail et les conséquences graves que cela peut entraîner.

Alors, s'il y a une menace de contagion d'Ebola, même dans les pays riches, elle est due au fait que nos systèmes de santé sont sacrifiés sur l'autel des économies. Elle vient du fait que l'argent, les profits et le cours des actions sont placés au-dessus de tout, y compris au-dessus de la santé publique. C'est de plus en plus vrai dans les pays riches, mais ça l'est à infiniment plus forte raison dans les pays pauvres où l'accès aux soins est réservé à une petite minorité et où l'on peut mourir d'un accouchement, d'une crise de paludisme, d'une fièvre typhoïde, d'une plaie mal soignée et même d'une simple diarrhée.

Les enfants, les femmes et les hommes qui meurent aujourd'hui d'Ebola en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone sont d'abord et avant tout les victimes de la loi sans pitié du marché capitaliste. Une loi qui fait qu'il n'y a pas de vaccin contre Ebola alors que le virus est connu depuis 1976 car, comme toujours, les trusts pharmaceutiques n'ont pas voulu se pencher sur une

maladie de la misère trop peu profitable à leur goût.

Ce sont encore les rapports de classe, les calculs de l'intérêt froid et égoïste, qui font qu'aujourd'hui, malgré l'urgence de la situation, les grandes puissances continuent de faire preuve d'une indifférence criminelle. Car malgré le dévouement d'organisations humanitaires comme Médecins sans frontières, les volontaires sur place sont complètement débordés.

À Monrovia, capitale du Liberia, on n'arrive même pas à ramasser les cadavres dans la rue. Il manque de tout, des moyens de communication, de transport, d'incinération. Quand il faudrait isoler un malade, c'est tout le village ou le bidonville qui est mis en quarantaine et livré à la maladie.

Certes, Obama s'est engagé à envoyer 3000 hommes au Liberia. Mais il s'agit de militaires, pas de médecins ou de personnel spécialisé, et aujourd'hui ils ne sont que 550. Il a promis 17 centres de traitement de 100 lits chacun, mais pas un n'a commencé à être installé.

Hollande a annoncé l'installation d'un hôpital militaire en Guinée..., il n'a pas encore vu le jour, alors que Cuba, six fois moins peuplé que la France, a déjà envoyé sur place plus de

personnel médical!

Les sommes annoncées par les grandes puissances sont insignifiantes en comparaison des moyens militaires qu'elles déploient actuellement au Moyen-Orient pour surveiller et bombarder la région. Mais voilà, leurs intérêts au Moyen-Orient, le pétrole et leur influence économique comptent, pas la vie de dizaines de milliers d'Africains!

Le Liberia, la Guinée ou le Sierra Leone ne comptent que deux médecins pour 100 000 habitants, 200 fois moins qu'en France. L'espérance de vie y est de vingt-cinq ans inférieure à la nôtre, l'accès à l'eau y est un combat quotidien. Qu'Ebola s'y propage n'est pas un hasard. Mais contre cette misère, il n'y pas de grande « coalition », de branle-bas de combat et d'équipements ultrasophistiqués.

L'épidémie d'Ebola, qui tue aujourd'hui en Afrique et menace de tuer ici demain, n'est pas « naturelle ». Elle est le produit du sous-développement. Les victimes ne meurent pas que du virus, mais des rapports sociaux capitalistes fondés sur la domination des pays riches et des intérêts privés d'une minorité qui livrent la moitié de l'humanité au dénuement le plus total.

Éditorial des bulletins d'entreprise du 20 octobre

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

La fondation LVMH	4
Les bigots et la Cité des sciences	4
Divorcés, homosexuels et Église	4
La transition énergétique	4
Opposition de pacotille de Martine Aubry	5
La relance de Macron	
Travail du dimanche	5
Expulsion des Roms de Bobigny	5
Chercheurs dans la rue	5
Conseils de Prud'hommes	
Contre la liquidation de la Maison des syndicats de Cergy-Pontoise	6
Procès de l'amiante-Aix-en-Provence	15
Forum de Lyon	15

IL Y A 100 ANS

1914-1918 : de l'offensive à la guerre des tranchées	7
--	---

DANS LE MONDE

Brésil : le duel Rousseff-Neves	8
Les scandales et leurs retombées	6
États-Unis : nouveau crime raciste de la police	
Allemagne : grève des conducteurs de trains	9
Lutte des pilotes de la Lufthansa	9
Mali : les larbins de l'impérialisme	9
Belgique : manifestations contre la politique d'austérité	10
Maroc : répression contre des travailleurs	10

Union européenne : PIB dopé par la prostitution et la drogue	10
Les appareils syndicaux en Grande-Bretagne	16
Irlande : paradis fiscal	16
Espagne : les travailleurs d'Airbus	16

ENTREPRISES

Papeterie-Canson-Annonay	11
Grève à Météo France-Lille-Lesquin	11
Région lyonnaise : cheminots en grève	11
Technicolor-Rennes	11
Employés municipaux de Grenoble	
Écologistes et Parti de gauche au service de Vinci	11
GAD Josselin	14
Madrange Limoges	14
RATP	14
Toray	14

HÔPITAUX

La-Conception-Marseille	12
Sainte-Anne-Paris	12
Tours	12
Decize	12

AUTOMOBILE

PSA Mulhouse	13
Française de Mécanique-Douvrin	
Toyota Onnaing	13
Résultat des élections professionnelles	13

Lutte Ouvrière de nouveau dans les kiosques

Lutte Ouvrière est de nouveau disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur la collaboration de tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent pour que ceux-ci affichent notre journal. Ils peuvent bien sûr les en remercier, non seulement en achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Un outil sera d'ailleurs disponible pour cela sur le

site Internet de Lutte Ouvrière.

Dans le même temps, le prix de notre journal passe de 1 euro à 1,20 euro. Cette augmentation est nécessaire pour rémunérer un peu mieux les marchands de journaux, mais aussi parce que tout augmente alors que ce prix de 1 euro est resté à peu près équivalent à celui d'il y a vingt-huit ans, en 1986, prix qui était alors de 6 francs. Lors du passage à l'euro en 2002, ce prix qui avait augmenté entre-temps, avait même diminué de plus d'un quart. C'est un retard qu'il nous faut un peu rattraper, tout en gardant un prix modique tel que *Lutte Ouvrière* soit accessible à tous.

Merci à tous nos lecteurs de nous aider à faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*, qui paraît aussi dès cette semaine avec une nouvelle présentation.

Margerie encensé : qui pleurera les victimes de Total ?

Le décès accidentel de Christophe de Margerie, président du groupe Total, a suscité un flot de condoléances louangeuses pour ce « grand patron ». Celles des actionnaires de Total, particulièrement des plus gros, sont certainement sincères, car le défunt a passé sa vie à leur assurer des dividendes plantureux.

Mais à quel prix ? Le pétrole, symbole du capitalisme, est aussi

le concentré de toutes ses tares. Pour ne citer que quelques exemples, Total a entretenu et entretient toujours des dictatures en Afrique, soutient évidemment les régimes barbares du golfe Persique, participe au dépeçage de l'Irak, a profité du travail forcé organisé par la dictature birmane. Total est responsable de la marée noire de l'Erika, de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse, de pollutions

nombreuses et de morts au travail plus nombreuses encore.

Margerie voyait-il les cadavres derrière les colonnes de chiffres des profits de son entreprise ? En tout cas, il les assumait. Et ceux qui aujourd'hui l'encensent, les Hollande, Valls et tous les autres les assument avec lui au point de menacer d'excommunication toute parole discordante dans leurs rangs.

Sylvie Maréchal

Baisse des allocations familiales : un paravent pour éviter de s'en prendre aux vrais riches

Le gouvernement a décidé de baisser, à compter du 1er juillet prochain, les allocations des familles qui déclarent plus de 6 000 euros de revenus mensuels.

Plusieurs ministres et députés du PS ont présenté cela comme une mesure de « justice sociale », laissant entendre qu'à cette occasion le gouvernement s'en prenait enfin aux plus riches. Mais cette mesure n'aidera pas plus les familles populaires à payer leurs courses, leur loyer ou les couches d'un bébé.

Les allocations familiales des familles de deux enfants seront divisées par deux, et par quatre pour celles ayant un revenu mensuel supérieur à 8 000 euros. Les familles les plus pauvres, elles, ne bénéficieront pas pour autant du moindre centime d'augmentation. Ce décret ne contrebalance donc pas la politique antiouvrière et pro-patronale menée par le gouvernement, il s'y insère parfaitement.

Toutes les mesures d'économies envisagées sur le budget 2015, et cette baisse des allocations familiales en fait partie, servent à financer les cadeaux fiscaux promis aux entreprises, donc à leurs actionnaires. Les familles de capitalistes millionnaires se fichent royalement de cette baisse de leurs allocations familiales : elles savent bien que, pour quelques miettes qui leur seront prises de

la main gauche, ce sont des millions d'euros que le gouvernement leur donnera de la main droite, sous forme d'exonérations ou de crédits d'impôts sur les profits de leurs sociétés. Les politiciens de droite crient à l'injustice, mais à cette occasion ils se font davantage les porte-parole des petits bourgeois que des gros.

Aujourd'hui, le gouvernement assure que la baisse ne concerne que 12 % des familles, ce qui entraînera 800 millions d'euros d'économies par an. Mais il serait naïf de croire que les années suivantes il s'en tiendra là. Et il y a fort à parier qu'il sera tenté de réduire encore le budget des allocations familiales en abaissant ce seuil.

Avec cette mesure, le gouvernement essaye de regagner du crédit, en pointant du doigt les petits bourgeois pour masquer qu'il est au service des plus puissants. « Prendre aux riches », oui il le faudrait. Mais aux vrais, à ceux qui s'enrichissent en permanence en exploitant des millions de personnes, et en jetant à la rue des millions d'autres.

Pierre Royan

La pompe à fric

Total est la plus grosse capitalisation boursière du CAC 40. Le groupe pétrolier fait des bénéfices colossaux, autour de 10 milliards par an au cours des dernières années, en pillant les ressources des pays pauvres aux quatre coins de la planète et en rackettant les automobilistes. La direction a distribué l'année dernière 5,4 milliards d'euros à ses actionnaires tout en continuant à supprimer des postes et à préparer des milliers de suppressions d'emplois, en particulier dans ses raffineries.

Et pourtant, par tout un montage fiscal, Total

ne paie pas d'impôts sur les sociétés en France. En déclarant ses bénéfices essentiellement dans les pays d'Afrique, où le groupe a négocié des taux d'imposition dérisoires, en déplaçant dernièrement la gestion d'une partie de ses avoirs à Londres, en présentant des bilans comptables déficitaires pour ses raffineries et ses stations-service dans l'Hexagone, Total n'a pas payé un centime aux services fiscaux en France depuis deux ans.

Comme si cela n'était pas encore suffisant, Total a droit à 80 millions d'euros de crédit d'impôt au titre du crédit impôt

recherche et du CICE. Si le groupe ne peut pas en profiter immédiatement car il n'est pas imposable, la loi est ainsi faite qu'il suffit qu'il ne déclare pas de bénéfice en France pendant trois ans pour recevoir tout de même un chèque de ce montant.

On comprend mieux ce que signifiait le sourire qui accompagnait le bon mot de feu son PDG qui affirmait « vouloir payer plus d'impôt en France ». Une forme d'humour qui, en langage capitaliste, voulait dire pouvoir bénéficier d'encore plus de cadeaux de l'État.

Gilles Boti

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière



Strasbourg

Samedi 25 octobre à partir de 16 heures
Foyer Saint-Ignace, 15, chemin du Kammerhof à Strasbourg-Neudorf

Angoulême

Samedi 25 octobre à partir de 18 heures
Logis du Chantoiseau - place Chantoiseau Saint-Michel - Angoulême

Fourmies

Samedi 8 novembre à partir de 17 heures
Espace Mandela à Fourmies

Dijon

Dimanche 9 novembre à partir de 11 heures
Espace municipal Jean-Bouhey à Longvic

Rouen

Samedi 8 novembre à partir de 17 heures
Palais des congrès de Oissel

Cercle Léon Trotsky

Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme

Vendredi 14 novembre à 20h30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5e
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 3 euros

LEUR SOCIÉTÉ

Fondation LVMH : veau d'or contemporain

Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France, président et principal actionnaire de la société de luxe LVMH, fait étalage de sa magnificence, de son amour de l'art et de son désintéressement. N'a-t-il pas, lundi 20 octobre, offert à la ville de Paris, à la France et au peuple reconnaissant le musée d'art contemporain que le monde attendait ?

C'est du moins en ces termes qu'en parle la foule de ses courtisans. Pour autant le cadeau ne lui a en fait pas coûté trop cher. Le terrain a été offert par la ville de Paris. Les frais de construction, estimés à plus de cent millions d'euros, et de fonctionnement de la fondation LVMH sont largement déductibles des impôts de la société du même nom. En effet, un régime fiscal avantageux régit les fondations d'entreprise. Et l'on peut faire confiance aux juristes de Bernard Arnault et aux conseillers du ministère des Finances pour trouver le meilleur arrangement possible.

Ce musée, dont l'architecture est spectaculaire,

n'est pas seulement le symbole de la puissance de LVMH et de son propriétaire. C'est aussi l'occasion pour ce dernier de poursuivre ses activités de spéculation et d'accroître encore sa fortune. Arnault soutient des artistes contemporains comme d'autres élèvent des chevaux de course, mais avec un bien meilleur rendement. Il achète leurs œuvres ou les fait acheter par sa fondation, les expose, y compris dans des musées publics, les fait reconnaître par les ministres de la Culture, encenser par les critiques, installer dans les rues par les municipalités, commenter par les journaux. Ces artistes ont tous pour caractéristique

d'être chers ou susceptibles de le devenir rapidement. Chaque fois que la cote de l'un d'eux monte, la fortune du collectionneur milliardaire monte avec elle. Le musée du Bois de Boulogne doit être une pièce de ce dispositif.

Pour que rien ne vienne ternir une si belle opération, les députés ont refusé une fois encore le 17 octobre d'inclure les œuvres d'art dans l'assiette de l'impôt sur la fortune. Trois jours avant l'ouverture du musée de Bernard Arnault et le début de la Foire internationale d'art contemporain à Paris, quelle délicate attention !

Paul Galois

Transition énergétique : du vent, des subventions... et des hausses

L'Assemblée nationale a voté mardi 14 octobre la loi sur la transition énergétique. Il y a de tout dans cette loi qui va de la réduction de la part du nucléaire aux travaux d'isolation des logements et à l'interdiction des sacs en plastique, le tout à des « horizons » divers, 2020, 2025, 2050 et autres.

Ce qui sera réalisé à ces dates ? Personne ne peut le dire. D'ici là bien des ministres et des gouvernements se succéderont et la « transition » connaîtra sans doute pas mal de tracasseries et de transitions.

La réduction de la part du nucléaire de 75 % à 50 % de la production d'électricité n'apportera pas une plus grande sécurité. Les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima ont eu lieu à cause du dérèglement d'une seule centrale. Maintenir 50 % de l'électricité d'origine nucléaire peut en partie réduire les risques, certainement pas les supprimer.

Mais cette décision entraînerait une autre : pour le moment, les deux seuls pays qui ont décidé de supprimer ou réduire le nucléaire, le Japon et l'Allemagne, ont compensé cette

réduction par une augmentation de la production des centrales thermiques, au charbon et lignite en Allemagne, au gaz naturel et au fioul au Japon, avec dans les deux cas un rejet plus important de gaz carbonique. Et cela même en Allemagne où il y a beaucoup d'éoliennes et beaucoup d'écologistes. C'est que personne n'a encore trouvé le moyen de faire fonctionner les éoliennes quand il n'y a pas de vent, ni les panneaux solaires le

soir ou la nuit. Il faut donc des centrales thermiques pour relayer les énergies intermittentes, et ce n'est pas différent en France.

Les éoliennes et le solaire fonctionnent pour l'instant à grands coups de subventions. La loi prévoit d'augmenter la part des énergies dites « renouvelables », ce qui coûtera forcément plus cher.

Au final, EDF réduira-t-elle vraiment la part du nucléaire dans sa production ? On le saura d'ici 2025. Mais de toute façon, il est infiniment probable que les tarifs augmenteront. EDF n'attend que l'occasion pour cela, et la loi la lui fournira sans doute.

André Victor



Les éoliennes brassent aussi beaucoup de subventions.

« Zizi sexuel » à la Cité des sciences : quand les bigots ont peur du petit Jésus

L'exposition « Zizi sexuel » inspirée du personnage de Titeuf, qui avait déjà été présentée à la Cité des sciences à Paris en 2007, y fait son retour jusqu'au 2 août 2015 après avoir circulé en France et dans plusieurs pays européens.

Dès son ouverture, elle a suscité la colère de l'association SOS Éducation, proche des milieux d'extrême droite. Dans une pétition ayant recueilli selon elle plusieurs dizaines de milliers de signatures, elle s'insurge contre les animations qu'elle juge trop « explicites », le fait qu'y soient abordées des questions relatives à la masturbation et à l'homosexualité dans un « espace ado interdit aux parents », et qu'enfin des élèves « puissent y être amenés dans le cadre de sorties scolaires [...] sur le temps consacré aux apprentissages fondamentaux ».

Les fondamentalistes religieux font feu de tout bois dès qu'il s'agit de défendre leurs prétendues valeurs morales, bien réactionnaires. Il y avait déjà eu les délires sur les « ABCD de l'égalité », dans lesquels ils voyaient l'enseignement d'une prétendue « théorie du genre »,

alors que le but en est de sensibiliser les enfants sur les inégalités sociales existant entre les hommes et les femmes au travers de différents jeux. Ils continuent à crier au loup dès qu'ils voient quelque part le mot « sexe », montrant par là que les obsédés sexuels... ne sont pas ceux qu'ils dénoncent.

L'exposition s'adresse aux jeunes de 9 à 14 ans, à un âge où l'on se pose des questions sur l'amour et les relations sexuelles, sans oser la plupart du temps interroger les parents, ni même les professeurs des classes dans laquelle l'éducation sexuelle est enseignée. N'en déplaise aux bigots de toute confession, le succès rencontré il y a sept ans, et actuellement, par l'exposition qui répond de façon ludique aux interrogations des jeunes, prouve au contraire son utilité.

Marianne Lamiral

Divorcés, homosexuels : arrière Satan !

Du 5 au 19 octobre, l'Église catholique a réuni à Rome un synode. Cette assemblée consultative de quelques centaines d'évêques et de théologiens était consacrée à la famille. Les commentateurs annonçaient une ouverture en direction des divorcés remariés et même des homosexuels. Que nenni : réactionnaire est l'Église catholique, réactionnaire elle reste.

Il lui arrive bien parfois, quand elle y est vraiment obligée, de modifier certaines positions intenablement et ridicules. En 1992, elle est revenue sur sa condamnation de Galilée de 1633. Plus de trois siècles et demi pour admettre que la terre tourne autour du soleil, et non l'inverse ! Et encore, les autorités catholiques se sont arrangées pour faire retomber le gros de la culpabilité sur Galilée et son mauvais caractère.

Faudra-t-il attendre trois cents ans pour que

Rome admette l'usage du préservatif pour lutter contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles ? Pour qu'elle autorise la contraception et l'avortement ?

Son terrain préféré d'influence et d'intervention est la famille, selon le dogme qu'elle a mis sur pied et qu'elle impose comme étant intangible. Malgré les tentatives de certains théologiens, malgré les souhaits du pape si l'on en croit certains, le synode a refusé d'admettre l'union libre, le divorce, l'homosexualité.

L'union libre, le divorce ou l'homosexualité sont des réalités qui relèvent du choix de chacun. Avant 1992, l'Église ne reconnaissait pas que Galilée avait vu juste quand il disait que la terre tournait autour du soleil. Qu'à cela ne tienne, la terre et le soleil s'en foutaient... à juste raison !

Vincent Gelas

Martine Aubry : une opposition de pacotille

Ministre du Travail des gouvernements socialistes de Cresson, Bérégovoy et Jospin, Martine Aubry a tenté de récupérer les « frondeurs » du PS dont elle dit « partager les propositions ». Leur objectif commun est de susciter de nouveaux espoirs, autrement dit de nouvelles illusions, celles sur Hollande ayant dégringolé.

L'ex-ministre demande une intervention en faveur des locataires, comme si une loi, similaire à la quasi défunte loi Duflot, pouvait arrêter la flambée des loyers tirés à la hausse par la pénurie de logements ! Elle évite de parler des salaires, sauf pour

dire qu'« on ne peut pas les augmenter ». Les intérêts les plus immédiats des travailleurs sont donc le cadet de ses soucis.

En guise de lutte contre le chômage, sa recette consiste à « créer davantage d'emplois aidés, comme les emplois d'avenir, pour les

jeunes et les chômeurs de longue durée ». Martine Aubry devrait se souvenir qu'en 1997, alors qu'elle était ministre de l'Emploi, les 350 000 emplois-jeunes qu'elle avait annoncés dans le privé n'ont jamais été créés, et ceux effectivement mis en place dans le public ont rarement débouché sur des emplois stables.

La « fronde » de l'ex-ministre, comme celle des députés PS, est savamment mesurée pour ne remettre en question ni les attaques

contre les travailleurs, ni l'argent distribué au patronat. Que le gouvernement lui fasse cadeau de 21 milliards, Martine Aubry est d'accord. Sa critique porte sur 20 autres milliards qui devraient être, affirme-t-elle, consacrés à la « croissance », par le biais des collectivités locales. C'est une autre façon, qui peut apparaître moins choquante, de fournir les commandes et l'argent aux patrons, sans aucune garantie que cela profite à la population laborieuse.

Aubry entre donc en campagne. Postule-t-elle, sans le dire, à l'élection présidentielle de 2017 ou a-t-elle d'autres visées ? De toute façon, ses ambitions n'ont rien à voir avec l'intérêt des classes laborieuses. Mais ce nouvel épisode dans les rivalités au sein du PS – comme on peut en voir aujourd'hui dans le camp de la droite – illustre que, si ces politiciens s'opposent et s'étripent, c'est pour incarner une politique qui sert les exploités.

Jean Sanday

La « relance » de Macron : pour servir le patronat

Le nouveau ministre de l'Économie Emmanuel Macron a présenté au Conseil des ministres du 18 octobre une série de mesures destinées selon lui à relancer la croissance.

Le moins que l'on puisse dire est que la variété ne manque pas, entre introduire de la transparence sur le prix des prothèses dentaires, réguler les concessions faites par l'État aux sociétés d'autoroutes afin d'en diminuer les prix, ou bien encore libérer les contraintes pour créer plus de pharmacies et d'offices de notaires. Les principales mesures cependant concernent l'ouverture des magasins le dimanche et le transport par autocars.

Macron propose d'autoriser les commerces non alimentaires à ouvrir cinq dimanches par an sur simple demande, et jusqu'à douze après accord des mairies. Mais en quoi permettre aux gens de faire leurs achats le dimanche au lieu d'un autre jour de la semaine pourrait-il relancer l'économie dès lors que les travailleurs n'ont pas plus d'argent à dépenser ? Macron veut aussi développer le transport par autocars sur longues distances, pour doubler le train. À l'heure où le

gouvernement nous rebat les oreilles avec la transition énergétique, vouloir ajouter de l'encombrement sur les routes et augmenter la pollution est plutôt surprenant. Mais cela permettrait, a-t-il dit, de créer 10 000 emplois (sur cinq millions de chômeurs !), et les « pauvres » qui n'ont pas les moyens de prendre le train pourraient voyager. Mais ce que veulent les « pauvres », ce n'est pas avoir la possibilité d'effectuer de longs parcours en autocars, les TGV étant trop chers pour eux, mais avoir les moyens de ne plus l'être en vivant correctement de leur travail.

Macron a fait son numéro pour tenter d'asseoir sa réputation de premier de la

classe. Mais en réalité ni lui ni son gouvernement n'ont le pouvoir, et encore moins la volonté, de contrôler les patrons les plus riches. Ils se contentent de servir les

intérêts des possédants qui, uniquement soucieux de protéger leurs intérêts individuels, appauvrissent les populations.

Marianne Lamiral



Acheter des outils le dimanche plutôt qu'en semaine, ça va relancer l'économie ?

Travail du dimanche : intérêt général ou intérêt du capital ?

En proposant d'élargir les autorisations d'ouverture le dimanche pour les magasins non alimentaires, Macron répond à la demande des grands patrons de chaînes de bricolage ou de mobilier sous un nouvel emballage-cadeau : la reprise économique.

Cela fait des années que les Bricorama, Conforama ou Ikea veulent que soit modifiée la loi sur le repos dominical. Ils prétextent que c'est dans l'intérêt des consommateurs qui peuvent ainsi trouver les outils qui leur manquent quand ils bricolent le

dimanche, et dans celui des salariés qui arrondissent ainsi leurs fins de mois.

Outre que cela démontre seulement que les salaires de base sont insuffisants, voilà qui ne participe en rien à la reprise économique : la ponceuse achetée

le dimanche ne le sera plus un jour de semaine.

Les patrons des grandes enseignes de bricolage ou de commerces, de vêtements ou d'appareils audiovisuels par exemple, y trouveront leur avantage, car cela leur permettra une totale liberté d'imposer à

leurs salariés des horaires de travail totalement flexibles, sans avoir à les payer plus. La proposition de Macron les arrange dans le sens où elle est un pas supplémentaire dans la déréglementation du travail.

M.L.

Fil rouge

Les feux de la rampe

De révélation en révélation sur le scandale Bygmalion, l'addition des dépenses de campagne illégales n'en finit pas de grimper. Pâtes aux truffes et champagne pour les invités VIP ne représentent qu'une petite somme, comparée au budget vidéo, son et lumière. Les vidéos de campagne ont coûté 4 millions d'euros,

quant au budget lumière, il a englouti encore plus de millions... Éclairer le bon profil de Sarkozy n'a visiblement pas de prix.

Quand les radicaux de gauche s'énervent

Les radicaux de gauche ont menacé de se retirer du gouvernement si celui-ci ne prenait pas en compte leurs « exigences ». Allié loyal du PS, le Parti

radical de gauche a perdu des plumes aux dernières élections sénatoriales et a décidé, à l'image d'une partie des ténors du PS, de faire entendre « sa différence » en réclamant à Valls une série d'engagements, notamment pour le maintien des départements ruraux.

En réponse, Valls s'est fendu d'une lettre rassurante et le PRG a poliment rentré les griffes. Il paraît

même que son président, Jean-Michel Baylet, favorable à la suppression du poste de Premier ministre, pourrait changer d'avis... Ouf, Valls peut respirer.

Le PS au secours des banquiers

Pour le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, déclarer que le ministre de l'Économie Macron a

été un banquier serait « raciste ».

Que Macron ait été banquier dans le passé n'est pourtant pas sans importance car, devenu ministre, il est resté banquier dans sa tête. En cela, il ne se distingue pas du gouvernement qui mène une politique au service des industriels et des banquiers, et enfonce chaque jour un peu plus les classes populaires.

Expulsion des Roms de Bobigny : une ignominie

Le 21 octobre, après trois ans de présence sur le terrain des Coquetiers à Bobigny, 90 familles roms ont été expulsées par la police. Après s'être regroupées place de la République à Paris, en protestant et en réclamant un hébergement d'urgence, elles se sont rendues à l'hôpital Saint-Louis tout proche, avant d'être à nouveau chassées dans la soirée par les CRS. Elles ont fini par être hébergées pour la nuit dans un gymnase du 10^e arrondissement

Les familles roms paient la démagogie électorale du nouveau maire UDI de Bobigny, qui s'était fait élire sur la promesse de les chasser de la ville.

Ces 250 à 300 réfugiés roumains et bulgares

vivaient à Bobigny une angoisse quotidienne : vie précaire, manque d'eau, d'électricité et de lieu de vie sécurisé. Pourtant, le simple fait d'être restés au même endroit pendant plusieurs années a permis la

scolarisation des enfants au sein de l'école Marie-Curie. Ceux-ci ont ainsi pu aider les parents non francophones dans leurs démarches.

Comme l'a rappelé la directrice de l'école, Ils ont vécu le parcours de nombreuses familles de travailleurs immigrés. Il fut une époque, pas si lointaine, où des travailleurs algériens, marocains ou portugais habitaient des cabanes avant d'avoir accès à un vrai logement. Parmi les Roms de Bobigny, la plupart de ceux qui sont

en âge de travailler le font, ou le tentent comme en témoigne cet homme d'une cinquantaine d'années, brandissant ses diplômes et ses certificats de travail dans le bâtiment, en colère d'être traité comme un paria.

Auparavant, la préfecture avait bâclé un pseudo suivi social, recensant en août dernier les habitants du terrain des Coquetiers, sans même les prévenir. Une trentaine de familles avaient reçu des propositions : six d'entre elles iraient pour un an en logement-foyer Adoma, en dehors d'Ile-de-France, loin de l'école des enfants et sans même que les grands-parents aient été pris en

compte. Un père qui travaille à Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis et son fils lycéen se retrouvent à Hardricourt, dans les Yvelines, à 70 kilomètres. Les familles disposant d'un « revenu stable » selon les critères du préfet pourraient obtenir un logement social : où et quand ? Les autres iraient dans un hôtel.

L'acharnement des autorités contre les Roms et le manque évident de logements décents pour eux comme pour tant d'autres n'est que le reflet du mépris de cette société envers les pauvres... le racisme en plus.

Correspondant LO

Salon de l'automobile : Hollande et Valls fiers d'aider les constructeurs

En visite au Salon de l'automobile qui s'est terminé dimanche 19 octobre, Hollande et Valls se sont déclarés « fiers de l'industrie automobile française », se félicitant de l'augmentation des parts de marché de PSA et de Renault. On voit bien ce que cette augmentation rapporte aux dirigeants de ces groupes, mais qu'apporte-t-elle aux travailleurs ?

Elle ne les a en rien protégés des licenciements, des fermetures d'usines, du développement de la précarité, de la hausse des charges de travail, de la suppression des jours de congé, de la mobilité forcée, des primes revues à la baisse et de bien d'autres dégradations. Même en cas de meilleures ventes et même en cas de bons, voire très bons bénéfices, les patrons de l'automobile voudront toujours pousser plus loin l'exploitation.



Valls au salon de l'automobile

Si les bénéficiaires du secteur sont élevés, c'est d'ailleurs en partie grâce au gouvernement. Le ministre Macron, qui lui aussi a visité le Salon, a tenu à rappeler les nombreuses aides accordées par l'État dans le cadre des 34 plans industriels validés par son prédécesseur Arnaud Montebourg. Transférer l'argent public vers les constructeurs de

l'automobile, de cela aussi Hollande et Valls se sentent probablement fiers.

Quant aux travailleurs de l'automobile, française ou pas d'ailleurs, sachant qu'ils sont à l'origine des richesses créées, ils peuvent se sentir demain en position d'imposer au patronat de l'automobile de meilleurs salaires et la garantie de leur emploi.

Stéphane Fort

Conseils de Prud'hommes : la droite entame, la gauche achève

Les conseils de Prud'hommes où siègent des juges, élus pour moitié par les salariés et pour moitié par les employeurs, traitent « à 99 % des demandes faites par les salariés concernant des licenciements contestés, des conditions de travail dégradées, des CDD à répétitions... ». C'est le ministre du travail lui-même qui le dit. Il pourrait ajouter que, dans 80 % des cas, les Prud'hommes donnent raison aux salariés. Et c'est bien cela qui irrite le patronat, quand bien même les jugements prud'homaux sont rarement exécutoires

et encore plus rarement exécutés.

Sarkozy avait porté un premier coup à cette institution en supprimant 61 conseils, en réduisant les moyens des autres et en imposant aux demandeurs une taxe de 35 euros. Le gouvernement Hollande poursuit dans cette voie et, le 19 octobre, il a obtenu du Sénat le droit de procéder par ordonnances pour supprimer les élections aux conseils de Prud'hommes. Si la loi est finalisée, les conseillers prud'homaux seraient désignés par les syndicats au prorata de leur représentativité, encadrés plus étroitement par

des juges professionnels. Un rapport sur la question demandé à un haut magistrat précise qu'il faut « des juges et pas des militants » !

Macron, le ministre de l'Économie, a proposé à son tour une série de « pistes » qui annoncent à terme la fin de cette juridiction et des quelques protections qu'elle offre aux travailleurs. Et Rebsamen, le ministre du Travail, de conclure : « La gauche et la droite ont mené en deux temps (cette) réforme fondamentale. Nous pouvons en être fiers ». Il n'y a vraiment pas de quoi !

Paul Galois

Chercheurs : dans la rue contre la précarité

Plusieurs milliers de salariés des organismes de recherche publique et d'étudiants ont manifesté vendredi 17 octobre à Paris. Ils protestaient contre le manque de moyens accordés aux laboratoires de recherche par le gouvernement PS et ses prédécesseurs de droite, ce qui entraîne une précarité croissante pour ceux qui travaillent dans ce secteur, et une explosion des emplois publics en CDD avec bien peu de chance de déboucher un jour sur un contrat de travail stable.

Geneviève Fioraso, la secrétaire d'État, a fait la sourde oreille à leurs revendications. Elle y a même ajouté une provocation en déclarant après la manifestation qu'il fallait que le monde de la

recherche arrête de croire au Père Noël, la situation des comptes publics ne permettant aucune largesse.

Ce n'est évidemment pas le langage que tient aux patrons le gouvernement auquel elle appartient. Pour les entreprises, surtout les grandes, l'État se prive de 6 à 7 milliards de recettes fiscales au nom du crédit impôt recherche, devenu la plus grosse niche fiscale, après le CICE, le crédit impôt compétitivité emploi.

Ce que revendiquent les chercheurs n'est pas une augmentation des dépenses de l'État, comme fait semblant de le croire Fioraso, mais la réorientation de 5 % de cette niche fiscale vers la recherche publique pour y créer 3 à 4 000 emplois permanents.

Lucien Déroit

Cergy-Pontoise : non à la liquidation de la Maison des syndicats !

Pour faire face, dit-il, à des difficultés financières, le conseil général du Val-d'Oise veut purement et simplement vendre la Maison départementale des syndicats de Cergy-Pontoise.

Cette Maison existe depuis 1979. Elle est une sorte de Bourse du travail départementale, regroupant l'ensemble des unions départementales de la presque totalité des syndicats de salariés : CGT, CFE-CGC, CFDT, FSU. Seule l'Union départementale FO possède un local séparé.

Pour le président « divers droite » du conseil général, les syndicats devront

avoir quitté les lieux dès la vente du bâtiment.

La mobilisation se développe contre ce mauvais coup porté non seulement aux organisations syndicales mais aux salariés eux-mêmes en rendant plus difficile l'action de ceux qui les soutiennent.

Un premier rassemblement devant le bâtiment du conseil général à Cergy a rassemblé plusieurs centaines de militants et de salariés le 17 octobre. D'autres initiatives doivent suivre. Ce projet scandaleux doit être abandonné au plus vite.

Correspondant LO

1914-1918: de l'offensive à la guerre des tranchées

« C'est pas fini, c'est pour toujours de cette guerre infâme ». Ces paroles de la *Chanson de Craonne* expriment le désespoir des combattants qui, de 1914 à 1918, se terrèrent dans les tranchées des deux côtés du front. Des millions n'en revinrent pas ou restèrent mutilés à vie.

Si la *Chanson de Craonne* exprimait le désespoir des soldats, elle témoignait aussi de leur colère et de la conscience qu'ils avaient de la véritable nature de cette boucherie dans laquelle les pauvres s'entre-tuaient pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs.

Le dernier refrain de la *Chanson de Craonne* était explicite à cet égard:

« Ceux qu'ont le pognon, ceux-là reviendront/Car c'est pour eux qu'on crève Mais c'est fini, nous, les troufions/On va se mettre en grève Ce sera vot' tour messieurs les gros/De monter sur le plateau Si vous voulez faire la guerre Payez-la de votre peau »

Lorsque la guerre éclata, en août 1914, l'état-major français prônait « l'offensive à outrance ». Au nom de ce qu'il appelait « les meilleures traditions de l'armée française », paysans et ouvriers, tout juste tirés de leurs champs et de leurs ateliers, furent jetés dans des assauts meurtriers. On leur avait promis une guerre courte et une victoire facile. Forcés d'avancer à découvert, ils furent broyés par l'artillerie et les mitrailleuses allemandes. Pour la seule journée du 22 août 1914, la plus meurtrière de la guerre, il y eut 27 000 morts du côté français. Face à cette hécatombe, la nécessité pour les soldats de s'abriter finit par s'imposer même aux plus bornés des généraux. Le front se figea à partir de décembre 1914 et un réseau de tranchées de plus en plus profondes fut creusé, allant de la mer du Nord à la Suisse. L'horreur des tranchées remplaça alors celle de l'offensive.

L'horreur des tranchées

Des deux côtés du front, des millions d'hommes durent s'enterrer, parfois séparés de quelques dizaines de mètres seulement. Pendant quatre années interminables et entre deux sorties meurtrières ils attendaient, impuissants, l'arrivée d'obus capables d'engloutir toute une escouade, ou l'explosion des mines, enfouies au bout de tunnels creusés sous les tranchées et bourrés d'explosifs, qui faisaient plus de victimes encore que les plus gros obus. Enfin, à partir d'avril 1915, les gaz asphyxiants firent leur apparition.

Dans l'angoisse permanente, en proie à la vermine et au martèlement de l'artillerie, les soldats des tranchées furent lancés dans de sanglants assauts. Les généraux des deux camps, obsédés par l'espoir illusoire de rompre le front, continuèrent à sacrifier sans compter les vies humaines. Pendant la fin de 1914 et le début de 1915, le général Joffre lança régulièrement les soldats à l'assaut des tranchées ennemies. « *Je les grignote* », proclamait-il pour justifier l'absence de résultats, alors que des régiments entiers disparaissaient dès leur sortie de la tranchée, empêtrés dans les barbelés et fauchés par la mitrailleuse. Les troupes partaient à la mort sous la contrainte, « *les sergents marchant en serre-file pour faire avancer les traînants et les abattre à coup de revolver à discrétion* », témoigne Louis



Barthas dans ses carnets de guerre. Il ajoute dans sa description d'un assaut suicidaire: « *De la tranchée, une voix rude lança cette menace terrible: si la section n'avance pas, on va lui tirer dessus.* »

Fraternisations

Parfois, un accord tacite s'instaurait entre soldats des deux camps pour ne pas ouvrir le feu, et éviter ainsi le déluge d'obus déclenché par chaque fusillade. L'état-major faisait alors tout son possible pour rompre le calme. Les patrouilles nocturnes et les coups de main pour faire des prisonniers n'avaient d'autre but que d'entretenir ce que les assassins galonnés appelaient la combativité des troupes. Cela n'empêchait cependant pas les fraternisations inopinées, comme en ce jour de décembre 1915 que décrit Louis Barthas où les soldats français et allemands durent sortir à découvert pour ne pas mourir noyés dans les tranchées inondées: « *Deux*

armées ennemies face à face sans se tirer un coup de fusil. Ils se sourient, des propos s'échangèrent, des mains se tendirent et s'étreignirent, on partage le tabac, un quart de jus ou de pinard. » Et il poursuit: « *Nos artilleurs reçurent l'ordre de tirer sur tous les rassemblements qui leur seraient signalés et de faucher indifféremment Allemands et Français.* »

Ce massacre dura quatre ans. Rosa Luxembour, dirigeante socialiste allemande qui dès le début s'était opposée à la guerre, la caractérisait ainsi comme l'aboutissement du capitalisme.

« *Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse, voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne des dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment.* »

Ces paroles conservent toute leur actualité.

Daniel Mescla

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE n° 162

(septembre-octobre 2014)

Mensuel de l'Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

- Opposer à la gauche gouvernementale discréditée la politique de classe des travailleurs.
- Les 35 heures: le cadeau du Parti socialiste au patronat
- Union européenne: La montagne de promesses de réglementations et la souris de l'Union bancaire
- Moyen-Orient: les Kurdes dans la stratégie des dirigeants occidentaux
- Côte d'Ivoire: leurs perspectives et la nôtre
- Haïti - Martelly-Aristide: quand deux corrompus de notoriété publique se livrent une bataille judiciaire au nom de la lutte contre la corruption
- États-Unis: Les élections: la démocratie pour la bourgeoisie

Prix: 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro



Le duel Rousseff-Neves : le temps des promesses

La bataille du second tour oppose la présidente sortante, Dilma Rousseff, et le candidat de droite, Aécio Neves. Ce dernier vient de recevoir l'appui de Marina Silva, l'écolo-évangéliste arrivée troisième au premier tour avec 21 % des votes. De quoi décevoir ceux de ses admirateurs qui la classaient à gauche, voire plus à gauche que la présidente et le Parti des travailleurs.

C'est dimanche 12 octobre que cette ancienne ministre de l'Écologie de Lula a apporté son soutien à Neves, affirmant que « le Brésil exige des changements », sans demander en échange de charges lucratives ou de postes de ministres pour elle ou ses amis. Mais le Parti socialiste brésilien, son actuel parti, avait adopté cette position dès le 8. Et la famille de Fernando Campos, le candidat du PSB mort en août dans un accident d'avion, que Marina Silva a remplacé au pied levé, n'avait pas tardé à faire de même.

Neves les en a tous remerciés au cours d'une émission officielle et s'est engagé à prendre des mesures écologiques, à donner la priorité à l'enseignement, à faire des gestes en faveur des Indiens et à imposer le mandat unique, non renouvelable, pour tous les postes exécutifs.

Ces promesses de réaliser l'essentiel du

programme de Marina Silva et du PSB n'engagent naturellement que ceux qui y croient. C'est un gouvernement de droite qui a imposé, non sans peine, la possibilité d'un second mandat présidentiel. L'électorat et les partis de droite se moquent bien de l'écologie et des Indiens. Quant à l'argent de l'État, des ministres de droite le réserveront évidemment aux banquiers, aux industriels, aux grands exploitants agricoles, et n'en auront plus pour l'enseignement ou la santé, tout comme les actuels ministres de gauche.

Dilma Rousseff de son côté peut bien axer sa campagne sur son bilan social, favorable aux enfants et aux pauvres : chaque fois qu'elle a financé des programmes sociaux, elle a donné aux riches dix ou vingt fois plus. C'est bien ce qui fait de ce second tour un scrutin sans véritable enjeu.

Vincent Gelas



Plate-forme offshore de Petrobras.

Les scandales et leurs retombées

La bataille du second tour des élections présidentielles brésiliennes tournera sans doute autour de la corruption et des affaires politico-financières. Les deux grands partis ont une riche expérience en la matière.

La présidence de Lula avait été marquée en 2005 par le scandale du mensalao, cette « grosse mensualité » versée en dollars à des dizaines de parlementaires de droite pour qu'ils soutiennent le gouvernement. L'affaire avait épargné Lula mais ravagé la direction de son parti, le Parti des travailleurs (PT), dont quelques ténors sont encore sous les verrous. Ce système de corruption avait été aussitôt remplacé par un

autre, bâti autour de la compagnie pétrolière nationale Petrobras. Ce système vient d'être découvert et impliquerait trois gouverneurs d'État, douze sénateurs et 49 députés fédéraux liés au gouvernement.

Petrobras est la plus grosse société brésilienne, une des dix plus grosses entreprises mondiales avec 70 000 salariés directs et 400 000 sous-traitants. En 2012, elle a déclaré 7 milliards d'euros de profits. La perspective de sa privatisation fait saliver les spéculateurs du monde entier. Petrobras truquait ses contrats avec d'autres entreprises, qui en retour alimentaient les caisses noires du PT.

Par exemple, Petrobras a acheté pour 1,2 milliard de dollars une raffinerie de Pasadena, au Texas, qui n'avait coûté que 42 millions à son précédent propriétaire. Le trésor national y a perdu autour de 800 millions, mais l'heureux vendeur avait tourné plusieurs dizaines de millions au PT, et un demi-million au PDG de Petrobras. C'est d'ailleurs ce dernier qui, mis en cause pour un compte en Suisse de 23 millions de dollars, vient de « balancer » ses complices à la justice. Dans d'autres contrats, Petrobras vendait à perte ses propres raffineries, ou soldait à bas

Lucien Détoit

prix aux grands trusts les champs de pétrole découverts au large du Brésil. Et ces bonnes affaires, comme les contrats publics avantageux, faisaient affluer les millions dans les caisses noires du PT.

L'affaire se corse quand on sait que Dilma Rousseff, avant d'être élue présidente en 2010, était ministre des Mines et de l'Énergie de Lula, responsable donc du secteur pétrolier, et qu'elle a même présidé le conseil d'administration de Petrobras. Cela fait d'elle une cible facile.

Mais le PT n'a pas le monopole de la corruption. Le PSDB d'Aécio Neves est accusé dans au moins trois grosses affaires, remontant parfois à plus de vingt ans. On lui reproche d'avoir, sous la présidence de Cardoso, acheté des députés pour faire passer le vote autorisant le président à effectuer deux mandats successifs. Il aurait aussi agencé un système de surfacturation pour les trains et le métro de Sao Paulo, où est impliqué entre autres Alstom. Enfin, dans le Minas Gerais, l'État d'Aécio Neves, celui-ci aurait en 1998 financé la campagne de réélection du gouverneur en détournant des fonds d'entreprises appartenant à l'État. La justice ne s'est encore prononcée sur aucune de ces affaires.

En matière de corruption, PT et PSDB se tiennent par la barbichette. Cela ne les empêchera pas de s'accuser à qui mieux mieux et de protester de leur innocence, la main sur le cœur.

V. G.

Grève des conducteurs de trains

À l'appel d'un seul syndicat, le GDL, Gewerkschaft Deutscher Lokomotivführer (Syndicat des conducteurs de locomotives), les agents de conduite et le personnel de bord ont entamé depuis quinze jours un mouvement de grève pour réclamer une hausse de 5 % des salaires, la limitation des heures supplémentaires imposées, un plan d'embauche et la réduction du temps de travail de 39 à 37 heures par semaine. Le nombre de suppressions d'emplois des dernières années a été si massif que certains conducteurs totalisent parfois plusieurs centaines d'heures supplémentaires par an.

Le droit de grève en Allemagne, très encadré, impose de procéder par rounds de négociations : des journées d'avertissement entrecoupées de négociations. Des arrêts de travail très suivis avaient déjà eu lieu le 1^{er} septembre, puis les 7 et 15 octobre. Les négociations n'ayant rien donné, c'est cette fois une grève de deux jours que les cheminots ont faite samedi 18 et dimanche 19 octobre. Le mouvement a été si bien suivi que des trains ont été annulés jusqu'en Autriche, en République tchèque ou en Suisse.

Malgré la mobilisation des cadres et des non-grévistes, c'est plus de 70 % des trains grandes lignes qui ont dû être annulés. Les réseaux locaux ou régionaux sont également très fortement touchés. À Berlin, où le RER était quasiment à l'arrêt, la Deutsche Bahn a dû laisser un train à quai dans l'immense gare centrale

totale vide pour servir d'hôtel de fortune aux touristes. De nombreux trains de fret ou des trains spéciaux pour les matchs de la Bundesliga ont été supprimés.

Le dirigeant du GDL, Claus Weselsky, est engagé dans un bras de fer avec l'État et la Deutsche Bahn

Les pilotes de la Lufthansa en lutte

À l'appel du syndicat VC (Vereinigung Cockpit), qui regroupe 5 400 pilotes sur les 9 000 que compte la compagnie aérienne allemande Lufthansa, une grève a été déclenchée le 20 octobre, bloquant quelque 1 400 vols intérieurs et moyen-courriers.

Face à la direction qui envisage de restreindre le droit des pilotes de ligne à la préretraite, ces salariés de Lufthansa exigent de conserver la possibilité de partir dès 55 ans avec 60 % de leur salaire. Faisant mine d'ignorer que la moyenne des départs se fait actuellement à 59 ans,

âge où les accidents de santé potentiels sont plausibles, la direction cherche à reculer ce palier à 61 ans, comme c'est déjà le cas dans ses filiales low-cost. Les pilotes dénoncent la dégradation continue de leurs conditions de travail, liée au programme de suppressions d'emplois engagé :



Cheminots allemands en grève.

pour une plus grande reconnaissance de son syndicat, et serait visiblement prêt à s'éloigner des objectifs des grévistes s'il obtenait gain de cause. C'est d'ailleurs ce qu'il a laissé entendre dimanche 19 octobre, en affirmant : « Dans ces négociations, nous sommes prêts

à des concessions. »

Quelles que soient les motivations du syndicat GDL, le mouvement témoigne d'un profond ras-le-bol. Les grévistes en ont assez des services épuisants et des salaires insuffisants. Les concessions, c'est aux patrons d'en faire. La

Deutsche Bahn est la première entreprise du ferroviaire dans le monde, elle a largement de quoi payer, avec un chiffre d'affaires de 40 milliards d'euros et un résultat net de 1,5 milliard d'euros en 2012 et 659 millions en 2013.

Éric Tolian

mouvement s'est étendu le 21 octobre aux vols long-courriers. Même en pariant sur le mécontentement dû aux départs des vacances scolaires retardés et à la divulgation du bon niveau de salaire annuel des pilotes, la direction a déclaré pour 2013 des profits de plus d'un milliard d'euros, en hausse de 62 % par rapport à 2012 et a revu à la hausse ses prévisions pour 2014 et 2015.

Les pilotes ont donc bien raison de se défendre.

Viviane Lafont

Encore un crime raciste de la police

Deux mois après le meurtre d'un jeune Noir par un policier blanc à Ferguson, un crime similaire a été commis le 9 octobre dans cette même agglomération de Saint-Louis, au Missouri.

Cet autre policier blanc n'était pas en service, mais il patrouillait pour le compte d'une société privée de surveillance, quand il a pris en chasse trois jeunes Noirs, pour finalement tirer 17 coups de feu sur Vonderrit Myers, 18 ans, et le tuer. Comme à Ferguson, la police a immédiatement cherché à couvrir ce crime en prétendant que la victime était ses proches.

Un tel assassinat n'est

malheureusement pas exceptionnel aux États-Unis et ce n'est pas la présence d'un président noir à la Maison Blanche qui a changé le comportement raciste d'une bonne partie des forces de police américaines. D'autant moins que ce sont des pauvres, donc souvent des Noirs, qui en sont victimes.

Ce dernier meurtre a particulièrement choqué car il s'est produit juste avant le « week-end de résistance » au racisme qui a

vu des manifestations de protestation se dérouler à Ferguson et à Saint-Louis. Comme en août, ce sont des forces de police en tenue de combat qui ont accueilli les manifestants, dont une cinquantaine ont été arrêtés.

À présent, un grand jury doit décider de renvoyer ou pas devant la justice le policier qui a tué Michael Brown à Ferguson en août. L'éventualité qu'il n'ait pas de comptes à rendre, ou qu'il soit blanchi par la justice, a de quoi mettre en colère. Tous ceux que ce racisme institutionnel révolte manifesteront encore.

Lucien Détoit

MALI Les larbins de l'impérialisme se servent au passage

Les négociations entre les groupes armés touareg et le gouvernement malien se poursuivent à Alger depuis plus d'un mois. La phase finale censée déboucher sur un accord de paix devait débuter mardi 21 octobre, mais les représentants touareg ont imposé qu'elle soit reportée.

Ils protestent contre les déclarations du chef de la mission de l'ONU au Mali leur attribuant une responsabilité dans les attaques contre les casques bleus. La situation du pays est en effet loin d'être stabilisée et l'insécurité règne toujours dans le Nord. Quant au gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keita, mis en place il a un an dans la foulée de l'intervention militaire française, il s'est vite avéré

porteur des mêmes tares que les précédents.

Les attentats contre les soldats africains déployés sous l'uniforme de l'ONU se sont multipliés ces derniers mois. Le 3 octobre, neuf militaires nigériens sont morts dans une attaque à la roquette. Au début de septembre, dix soldats tchadiens avaient péri dans l'explosion de mines placées par des combattants djihadistes. Si les activités de la

vie quotidienne ont repris dans les grandes villes du Nord, Gao et Tombouctou, les déplacements à l'extérieur sont toujours jugés dangereux.

Sous la pression du gouvernement français, Ibrahim Boubacar Keita a accepté de négocier avec les groupes armés touareg, lui qui affirmait sa volonté de ne pas céder « un seul centimètre du territoire national ». La France aimerait faire de ces groupes des alliés dans la défense de ses intérêts au Sahel. Elle a sommé le gouvernement malien de leur donner quelques satisfactions, au moins par des formules n'engageant à

rien sur un statut particulier pour le nord du pays, et en accordant des avantages à leurs chefs. De tels accords ont été légion dans l'histoire du Mali, et ont tous abouti à de nouvelles rébellions, la population ne voyant jamais sa situation s'améliorer.

La corruption et le clientélisme ont repris de plus belle. Ibrahim Boubacar Keita a distribué des postes à sa famille, à ses amis et à ses partisans. 30 millions d'euros ont été dilapidés dans l'achat d'un avion présidentiel, et un contrat d'armement de 150 millions d'euros est plus que suspect.

Dans le numéro du 28 septembre de leur journal

Les Pouvoirs aux travailleurs, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) dénoncent ce régime allié de l'impérialisme français qui opprime les populations et concluent : « Les travailleurs les plus conscients savent que l'avenir est dans l'union de tous les travailleurs, par-delà les frontières, les ethnies ou la couleur de peau. » En France et en Afrique, les travailleurs ont les mêmes intérêts : en finir avec ce système impérialiste que les expéditions militaires de Hollande protègent et confortent.

Daniel Mescla

Belgique : manifestations contre la politique d'austérité

La « Protestparade » appelée par le PTB (Parti du travail de Belgique), qui se place « à gauche de la gauche » et qui a connu un certain succès lors des élections fédérales et régionales en mai dernier, a été une réussite puisqu'elle a réuni 6 000 personnes à Bruxelles.

Parmi les manifestants, sont venus de Flandre, de Wallonie et de la région Bruxelles-capitale, des jeunes, des vieux, en famille ou avec les groupes de l'organisation de jeunesse du PTB, et des militants de base des syndicats d'entreprises.

Sur les très nombreuses pancartes, calicots et banderoles, les manifestants dénonçaient la pension (retraite) à 67 ans, la non-indexation des salaires, l'obligation faite aux chômeurs de travailler gratuitement, les économies annoncées dans les services publics.

Un groupe de jeunes s'en est pris aux dépenses des armées qui, autrement utilisées, pourraient financer un meilleur enseignement. D'autres jeunes dénonçaient l'augmentation des frais d'inscription des écoles supérieures décidée par le gouvernement flamand, alors que le pays compte cette année 12 000 millionnaires supplémentaires.



Derrière une banderole pour le statut des ouvriers du port, un groupe de dockers du port d'Anvers criait sa colère contre le dirigeant des nationalistes flamands, et bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever. Une trentaine de militants syndicaux et de travailleurs des supermarchés Delhaize, actuellement en grève, recevait un large soutien.

Les manifestants étaient fiers d'avoir démontré que les nationalistes et politiciens au pouvoir sont

loin d'avoir le soutien de la population et du monde du travail. Beaucoup ressentait cette manifestation comme le premier pas d'une mobilisation plus large à laquelle appellent

les organisations syndicales. C'est ainsi en tout cas que la « Protestparade » a été présentée par les dirigeants du PTB lors du rassemblement qui a eu lieu en fin de manifestation.

Contre la politique du gouvernement fédéral, les trois organisations syndicales prévoient une manifestation nationale le 6 novembre, suivie de plusieurs « grèves tournantes » par provinces, culminant en une journée de grève générale le 15 décembre.

Correspondant LO

Union européenne : prostitution et drogue pour doper le PIB

Après d'autres pays d'Europe, la Grande-Bretagne vient à son tour d'intégrer les chiffres de la prostitution et de la drogue dans son produit intérieur brut (PIB), ce qui représente un total de près de 11 milliards d'euros et un demi-point supplémentaire de « richesse globale produite ».

En juin dernier, l'Union européenne a invité ses pays membres à intégrer, avant le 1^{er} septembre, les chiffres de la prostitution et du trafic de drogue dans le décompte de la richesse nationale. Plusieurs États se sont exécutés, Espagne et Italie notamment, tandis que d'autres s'y opposaient comme la France et la Suède.

L'argument de l'Union européenne est, qu'à ses yeux, il s'agirait de transactions commerciales « librement consenties ». De son côté, la France a refusé de tenir compte de

la prostitution car elle ne la considère pas comme « librement consentie ». Quant à la Suède, « l'achat de services sexuels » y est un délit. D'autres, comme l'Italie, où les mafias sont puissantes, y ont vu « une aubaine ». En effet, le déficit budgétaire se calculant sur la base du PIB, c'est une façon, certes artificielle, d'abaisser son pourcentage!

Le souci, statistique de l'Union européenne n'est pas seulement de placer tous les États européens sur le même plan afin de faciliter les comparaisons.

Il y a aussi le calcul qu'en augmentant la masse du PIB, sur la base duquel est calculée la contribution financière de chaque État, cette contribution devra aussi augmenter.

Quoi qu'il en soit, la richesse de certains pays peut ainsi être réévaluée grâce à ces activités économiques prospères.

Il est vrai que le PIB considérant déjà comme « richesse produite » l'industrie d'armement, la fabrication de bombes atomiques, on peut bien y ajouter encore le trafic d'êtres humains ou leur empoisonnement par les drogues. Mais c'est aussi avouer que la société capitaliste en crise est tombée bien bas.

Jacques Fontenoy

Maroc : la répression contre les travailleurs de Ouarzazate

Comme leurs camarades Hamid Majdi et Nasri Bouslham, le responsable syndical Omar Oubouhou et cinq ouvriers de la CDT (Confédération démocratique du travail) ont été condamnés en appel à six mois de prison ferme et à de lourdes amendes.

Il s'agit encore une fois d'un procès politique, destiné à faire payer ceux qui ont lancé la lutte contre la société Managem, propriétaire de la mine de cobalt de Bou Azzer, près de Ouarzazate. Ces militants ne faisaient pourtant que demander l'application du droit du travail et dénoncer les agissements de Managem : dans cette mine, de nombreux ouvriers sont employés sous contrats de trois mois reconduits indéfiniment plutôt qu'en CDI, d'autres ne sont pas déclarés, n'ont pas droit à des congés, à la retraite, à l'ancienneté ; les cotisations aux caisses sociales ne sont pas versées, les filtres protégeant de la poussière mortifère ne sont pas remplacés, les malades de la silicose sont licenciés dès qu'ils dépassent le stade 2 de cette maladie, les accidents mortels sont monnaie courante (10 entre 2011 et 2012, au moins trois en 2013, dont deux le 18 novembre... un jour férié au Maroc!).

Pour dénoncer cette exploitation féroce et le licenciement abusif de dizaines d'ouvriers après leur adhésion à la CDT, les mineurs syndiqués ont organisé plusieurs sit-in. Ils ont été sauvagement tabassés par les forces de répression du régime, ce qui a déclenché la grève dans la mine et des marches de soutien suivies par plusieurs milliers d'habitants de Ouarzazate. La répression brutale s'est de nouveau abattue sur les travailleurs en lutte, aboutissant à des dizaines de blessés et à de nouvelles procédures judiciaires.

Les procès en appel se terminent aujourd'hui par des condamnations sévères et, si le recours en cassation échoue, de nouveaux militants risquent de rejoindre les 263 prisonniers politiques et d'opinion que compte le Maroc actuellement. Ils paieront parce qu'ils ont osé relever la tête et entamer la lutte contre un patronat royal, se croit tout permis.

Valérie Fontaine

Faim invisible, société meurtrière

Publié par l'Ifpri (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires) avant la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre, *L'état des lieux de la faim dans le monde* dresse un constat accablant.

Si la sous-alimentation recule dans plusieurs pays, comme la Chine ou le Vietnam, d'autres, notamment en Afrique subsaharienne, affichent toujours une mortalité infantile élevée due à la malnutrition.

C'est la « faim invisible » qui progresse. Caractérisée par des carences en vitamines et en minéraux, elle entraîne une hausse de la mortalité infantile et maternelle, le développement de handicaps physiques, l'affaiblissement du système immunitaire et des facultés intellectuelles.

Côté alimentation, une récente réunion des

Nations unies sur les marchés agricoles a mis l'accent sur la « flambée des prix des matières premières agricoles » et le manque de contrôle des institutions sur les prix. En baisse aujourd'hui, le cours des céréales avait connu de véritables vagues spéculatives les années précédentes. Les prix des denrées de base des populations des pays pauvres s'étaient envolés et ne sont guère redescendus depuis.

Les carences alimentaires de la « faim invisible » sont responsables de 1,1 million des 3,1 millions de décès annuels d'enfants dus à la sous-alimentation. Des morts qui ne sont pas liées à un manque de ressources agricoles à l'échelle de la planète, mais à la folle logique du marché capitaliste.

Nadia Cantale

Papeteries Canson – Annonay : en lutte contre les licenciements



Lundi 13 octobre, la grève était totale aux papeteries Canson à Annonay. Près de 200 employés sur 270 se sont retrouvés à l'entrée du site de Grand Murier pour en bloquer l'entrée. Ils dénonçaient les 58 licenciements annoncés la semaine précédente. Le groupe Hamelin, qui détient Canson, prétend que ces sites perdent de l'argent. Une affirmation que les employés contestent car le travail ne manque pas. Et, quand les organisations syndicales ont demandé l'état des

comptes, Hamelin a refusé de donner la moindre précision.

En fait, le seul objectif du groupe, qui détient aussi les marques Elba et Oxford, est d'accroître la rentabilité. En juin dernier, il avait tenté d'imposer un accord de « maintien de l'emploi » qui prévoyait le retour aux 39 h, payées 35, avec un blocage des salaires durant deux ans. Cet accord a été rejeté par 92 % des salariés, malgré le chantage à l'emploi. Aujourd'hui, c'est en licenciant près d'un salarié sur

deux que Hamelin veut maintenir ses profits.

Jeudi 16 octobre, jour de négociation du plan de licenciements, les délégués ont été symboliquement retenus au portail par les nombreux travailleurs présents. La réunion n'a pas eu lieu. Le directeur, pris à partie, n'a pas apprécié les jets d'œufs qui ont entaché sa dignité de licencié. D'autres rencontres sont prévues. Les travailleurs de Canson n'ont pas l'intention de se laisser faire.

Correspondant LO

Lille-Lesquin : grève à Météo France

La station de Météo France basée à l'aéroport de Lille-Lesquin est menacée de fermeture pour 2016. Ce ne serait pas la seule fermeture car un plan, défini en 2008, prévoit 53 fermetures sur 108 sites à l'échelle du pays. Le prétexte invoqué est que Météo France doit aussi contribuer aux économies de l'État.

Les travailleurs de Lille-Lesquin étaient en grève du mercredi 15 au vendredi 17 octobre pour dénoncer cette fermeture. Actuellement, onze salariés de Météo France y travaillent. Ils devraient être transférés dans un autre centre de la région à une dizaine de kilomètres.

Les grévistes avancent aussi des raisons de sécurité car ils ne peuvent

pas être totalement remplacés par des systèmes automatisés qui ne sont pas encore suffisamment fiables dans des situations difficiles. C'est pourquoi, disent-ils, la station doit rester proche des pistes de l'aéroport, afin d'éviter des situations dangereuses.

Les travailleurs de Météo France ont bien raison de ne pas accepter ces fermetures.

Correspondant LO

Technicolor Rennes : les pratiques de la direction ne passent pas

À Technicolor Rennes, une centaine de travailleurs se sont mobilisés mardi 14 et jeudi 16 octobre. Au départ, il s'agissait de se retrouver, suite au mouvement sur les salaires de mai et juin derniers.

Sur ces entrefaites, la direction annonçait la dissolution d'une équipe de treize personnes du département Recherche, leur demandant d'aller postuler au département Décodeur. Or, il se trouve qu'elle a séparé ces deux départements (recherche et décodeurs) en deux filiales distinctes l'an dernier. Du coup, elle oblige chacun à devoir écrire son CV complet et à avoir un entretien téléphonique avec

une DRH, comme pour une embauche.

Tout cela est très mal ressenti. Les rassemblements du 14 et du 16 octobre ont donc été aussi l'occasion de protester contre de telles méthodes. Le jeudi, l'heure du rassemblement avait été choisie pour se tenir au même moment qu'un rendez-vous que la direction organise régulièrement pour ses équipes de recherche et qu'elle nomme « moment de convivialité ». Le résultat a été

sans appel puisqu'elle n'a eu qu'une vingtaine de personnes à son rendez-vous, dont pas mal d'obligés. Côté grévistes, il y avait 120 personnes dans une ambiance à la fois conviviale et combative : les méthodes de la direction ont été dénoncées et la garantie d'un poste pour chacun à Rennes exigée.

Tout le monde est conscient que la pression devra être maintenue jusqu'à ce que chacun ait retrouvé une place. D'autres rendez-vous sont prévus, les travailleurs étant bien décidés à se faire respecter.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

Région lyonnaise : des cheminots en grève

Tout au long du week-end des 18 et 19 octobre, les guichets et les services d'accueil sur les quais étaient en grève dans les gares, à Lyon et alentours. En gare de Perrache, les guichets sont restés fermés trois jours.

En deux ans, 32 postes ont été supprimés dans les gares de la région lyonnaise. Trois boutiques de proximité ont été fermées ainsi que les guichets de plusieurs gares de banlieue. Les agents en ont ras-le-bol. Le nombre de voyageurs ne diminue pas. Avec moins de guichets ouverts, les files d'attente s'allongent, et les conditions de travail pèsent de

plus en plus. Il arrive que des vendeurs ne puissent plus prendre leur pause faute de remplaçant. Sur les quais, c'est l'accueil et la présence humaine qui se dégradent, alors même que les incidents sont plus fréquents. L'annonce par la direction, la veille de la grève, d'un projet de 15 à 20 suppressions de postes à l'accueil sur les quais montre à quel point elle se moque des voyageurs et des cheminots.

Par ces trois jours de grève les cheminots ont démontré qu'ils ne s'inscrivent pas dans la course à la rentabilité de la SNCF.

Correspondant LO

Municipaux de Grenoble : la mobilisation a payé

La ville de Grenoble, gérée par les écologistes et le Parti de gauche, avait décidé de ne pas renouveler 122 CDD. Cette décision allait priver de salaire des travailleurs précaires, dont le travail permet le fonctionnement des services, et dégrader les conditions de travail du personnel restant. L'accueil d'une antenne de quartier de la mairie a dû fermer deux après-midis fin septembre par manque de personnel, tandis que d'autres antennes sont en sous-effectif ou ne sont ouvertes qu'avec des travailleurs précaires.

Après plusieurs assemblées générales appelées par la CGT et rassemblant précaires et titulaires, la grève a été votée pour le mardi 14 octobre, jour du « Forum pour l'emploi »

organisé par un service municipal dans lequel travaillent 18 agents, dont 11 en CDD jusqu'au 31 décembre.

Ce jour-là, une quarantaine de grévistes se sont retrouvés sur le perron de la mairie. À l'annonce des nouvelles propositions de la mairie, la grève a été levée. Certains contrats ont été prolongés. Et surtout, la mairie s'engage à trouver à la ville et au CCAS des postes aux employés en situation de précarité. Elle accepte aussi de remplacer les absences supérieures à 15 jours et paie la demi-journée de grève.

Les travailleurs, titulaires ou non au coude à coude, sont fiers de s'être fait entendre et d'avoir obtenu ces avancées.

Correspondant LO

Écologistes et Parti de gauche au service de Vinci

Après avoir suscité la colère des agents territoriaux de Grenoble, c'est à celle des salariés de GEG (Gaz Électricité de Grenoble) que la municipalité doit faire face.

Elle a décidé de ne pas renouveler le marché de l'éclairage public de la ville avec GEG, société d'économie mixte que la ville détient à 51 %, pour le confier au groupe Vinci, un des plus puissants du CAC 40. Ce sont 25 postes qui sont ainsi menacés, et qui s'ajoutent aux 61 suppressions de postes décidées par l'équipe municipale PS-PC précédente.

Les travailleurs de GEG ont fait irruption le lundi 20 octobre au conseil municipal. Suite au refus du maire de revenir sur cette décision, ils ont plongé les élus dans le noir en coupant le courant, ce qui a entraîné le report de la séance.

Cette première démonstration ne sera sans doute pas la dernière, vu l'inquiétude et le mécontentement des salariés face à des élus écologistes et Parti de gauche qui privilégient, eux aussi, les intérêts des grands groupes capitalistes.

Correspondant LO

HÔPITAUX

La Conception – Marseille : le personnel de Néphrologie proteste

Près de 50 infirmiers, aides-soignantes, ASH de la dialyse et de l'hospitalisation de l'unité de néphrologie sont venus à la réunion du CHSCT extraordinaire du 10 octobre qu'à leur demande les syndicats avaient réclamée.

À la dialyse, les infirmiers ont à assurer les quelque 60 postes de dialyse. Depuis un an leurs horaires de travail ont été revus, le rythme de leur travail intensifié. Il n'est maintenant pas rare que les infirmiers arrivent le matin avant l'heure car ils n'ont qu'une demi-heure pour brancher les seize machines de leur unité. Entre 11 h et 14 h 30, il faut débrancher les patients du matin et rebrancher ceux de l'après-midi. Au stress de travailler dans l'urgence, à la peur de faire une erreur, s'ajoute la fatigue, car les agents, présents dès avant 6 heures du matin, ne peuvent prendre leur pause et manger qu'à 14 h, voire 15 h ou 15 h 30.

Aux infirmiers de dialyse qui essayaient d'expliquer leurs problèmes et de présenter une nouvelle organisation aux médecins et aux cadres, il a été cité en exemple des infirmiers libéraux qui travaillent dans des unités privées au sein du bâtiment. « Si eux y arrivent, pourquoi pas vous ? »

La réduction générale des effectifs de l'APHM juste avant les congés d'été a encore aggravé les conditions de

travail en dialyse et en hospitalisation : rappels quasi quotidiens des agents chez eux, changements de plannings au pied levé sans que les agents en soient avertis, dépassements des horaires, avec parfois menaces de rapports, ou invitations à quitter le service si cela ne plaisait pas.

Lors de ce CHSCT du 10 octobre, la direction leur a demandé de sortir de la salle en leur laissant à peine le temps de s'exprimer. Le chef de service a cependant promis de voir les agents dans les quinze jours qui viennent, et de revoir l'organisation de la dialyse. La direction générale de son côté s'est engagée à revoir les effectifs.

Les salariés, choqués de la façon dont ils avaient été reçus, savent que la partie n'est pas terminée. Mais même s'ils n'ont pas pu s'exprimer comme ils l'auraient voulu, leur présence et leur nombre étaient la meilleure preuve de leur ras-le-bol. C'était aussi un avertissement pour la direction, qui l'a pris comme tel.

Correspondant LO

Sainte-Anne – Paris : mobilisation pour les embauches

En une semaine de mobilisation, les infirmiers des Urgences psychiatriques de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, ont obtenu que l'embauche soit débloquée.

Leur principale revendication était l'embauche de quatre infirmiers supplémentaires. Du 8 au 15 octobre, la trentaine de jeunes infirmiers du CPOA (centre psychiatrique d'orientation et d'accueil) se sont intensivement mobilisés. Chaque jour, ils se réunissaient entre eux et votaient la grève. Ils avaient demandé le soutien des syndicats CGT, FO, SUD, mais tenaient à organiser leur mouvement eux-mêmes.

Tout en assurant l'essentiel de leur travail, ils enchaînaient les actions de groupe voyantes et bruyantes : comité d'accueil du directeur, tournées dans l'hôpital, distribution de tracts, pose de banderoles diverses, présence à leur stand pour accueillir

les collègues venus aux nouvelles, invitation de journalistes, interventions au métro et sur le marché...

Ils ont obtenu que la direction lance une offre d'emploi de trois infirmiers. Cependant, deux de ces postes seront provisoires jusqu'à une étude de la charge de travail.

Au cours de ce mouvement, toute l'équipe des Urgences a montré sa capacité de refus : refus de voir les plannings et les horaires chamboulés, de s'exposer au danger en étant en sous-effectif, de s'épuiser pour répondre convenablement aux besoins des patients. Et surtout, la direction s'est trouvée face à un bloc énergique.

Correspondant LO

Tours : colère face à la direction

Après avoir participé pour certains à la manifestation interprofessionnelle du jeudi 16 octobre, 150 agents se sont retrouvés, venant des différents hôpitaux de la ville, devant la direction générale de l'hôpital.

Depuis septembre, sous prétexte de déficit du budget, la direction a édité un plan d'économies à la demande de l'agence régionale de la santé. Il est prévu de fermer 41 lits et de supprimer 43 postes sur l'hôpital.

La plupart des collègues qui sont venus devant la direction travaillent dans des services concernés par ces fermetures. Personnel bousculé, maltraité par toutes ces réorganisations qui doivent être effectives d'ici à quelques semaines.

Les collègues de l'Ophthalmologie et de l'ORL dénoncent le projet de fusionner ces deux services et donc de mêler deux pathologies bien différentes.

L'arrivée prévue de patients en urgence d'Ophthalmologie, parmi des patients opérés de cancers de la gorge avec trachéotomie par exemple, les scandalise. Ils ont donc interpellé la directrice sur les dangers qu'elle fera courir aux patients. Sa réponse : « C'est la vie d'être ensemble »... lui a valu d'être immédiatement conspuée par tous !

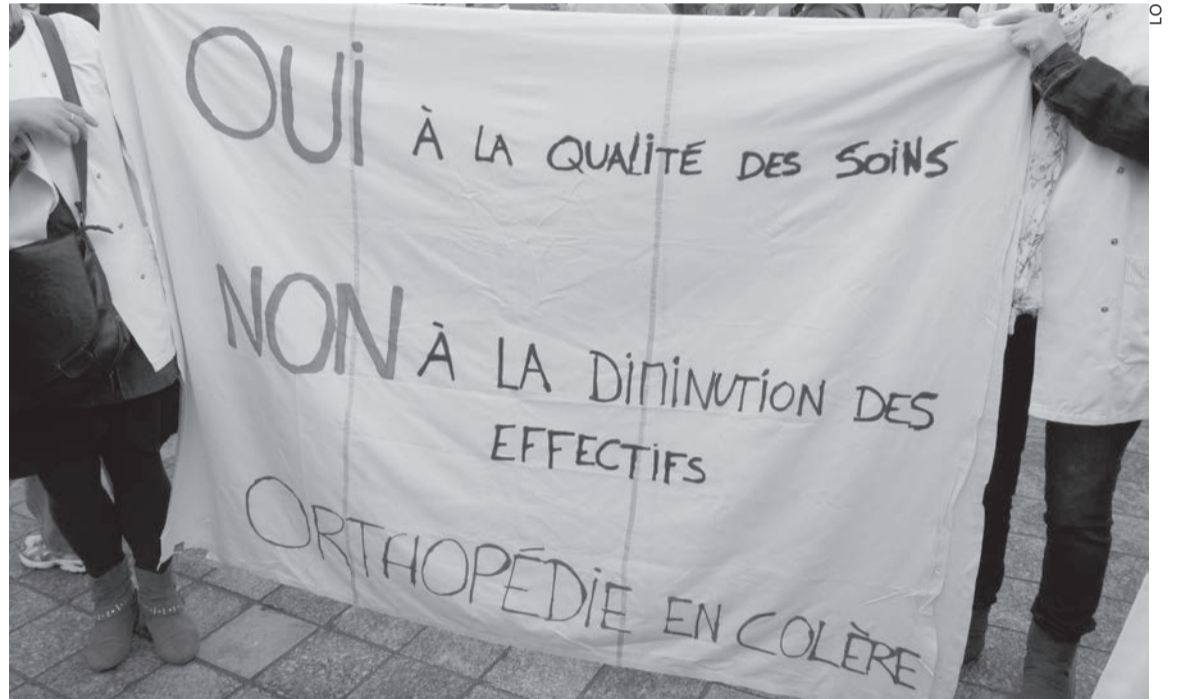
Une infirmière a dénoncé la volonté des autorités de vouloir faire rentrer à tout prix des hospitalisations en ambulatoire, c'est-à-dire uniquement pour la journée. Dans la réalité, sur dix entrées du matin sept ne peuvent ressortir le soir.

En Orthopédie, 22 lits

doivent être fermés et 16 postes supprimés d'ici quelques semaines. C'est quasiment un service entier qui disparaît. Un service entier fermé, c'est ce qui se passe lors des congés d'été. Et comme disait une aide-soignante : « Venez voir comment on travaille l'été, c'est le bordel et vous voulez qu'on travaille comme cela toute l'année ? » Là, d'énormes pressions sont donc faites sur tous pour quitter le service.

Le rassemblement a permis d'exprimer en direct la révolte des agents contre l'entêtement de la direction à appliquer les directives du gouvernement, qui consistent à sacrifier les patients et les personnels pour des « économies » qui rempliront encore plus les caisses du patronat, y compris du secteur de la santé.

Correspondant LO



Decize (Nièvre) : nouvelles menaces sur l'hôpital

Le service stérilisation de l'hôpital de Decize est menacé de fermeture en janvier 2015.

Suite à une inspection, l'ARS (agence régionale de santé) a estimé que le service avait « des non-conformités notamment sur les locaux et l'organisation : locaux anciens vétustes et dégradés, circuits du personnel et des dispositifs médicaux non adaptés, maîtrise de la qualité de l'air insuffisante, système d'assurance de la qualité incomplet ».

La mise en conformité demande des investissements importants mais l'ARS ne propose rien, aucun financement. Elle propose, par contre, ce qu'elle appelle « une coopération » avec le centre hospitalier de Nevers, situé à 35 km, et l'échéance est fixée à janvier 2015. C'est une autre façon de dire que la stérilisation de l'hôpital de Decize sera fermée, sans que rien ne soit précisé sur l'avenir du personnel du

service de Decize ni sur celui de Nevers qui se retrouvera avec un surcroît de travail.

Depuis quelques mois, le personnel du laboratoire de l'hôpital est également inquiet, le service devant obéir à de nouvelles contraintes réglementaires à partir du 1^{er} novembre 2016. Là aussi, la direction de l'hôpital souhaite un rapprochement avec le Centre hospitalier de Nevers pour la création

d'un labo multisites. Mais avec quels moyens ? L'ARS se dit « favorable à un rapprochement pour aboutir à un laboratoire de biologie médicale multisites », mais elle précise que « ce rapprochement relève de la compétence des deux établissements ». Une façon de dire qu'elle ne veut pas y mettre un sou !

Contre la fermeture du service de stérilisation, la riposte s'organise. Les trois quarts du personnel ont signé une pétition contre la fermeture. Samedi 25 octobre, une manifestation est organisée devant l'hôpital par les syndicats et le Comité de soutien à l'hôpital de Decize. Lutte Ouvrière appelle à y participer nombreux.

Correspondant LO

PSA : les menteurs professionnels à l'œuvre



Dans cette usine qui emploie 7 000 salariés en CDI et où sont produites les Citroën C4 et DS4 ainsi que les Peugeot 2008, la configuration actuelle avec deux lignes de montage devait être préservée au moins jusqu'en 2020. C'est en tout cas ce que la direction cherchait à faire croire aux salariés depuis plusieurs mois.

Accompagnée de tout un discours patronal sur les investissements qui garantiraient l'avenir de l'usine, cette date de 2020 est censée apporter la preuve que d'ici là, les sacrifices qui sont imposés aux travailleurs à travers l'accord de compétitivité (gel des salaires, baisse ou suppression de primes, flexibilité, etc.) auraient des contreparties en termes de production et d'emplois.

Toujours selon PSA, le passage de deux lignes de production à une seule (monoflux) en 2020 devrait « renforcer la place de l'usine dans le dispositif

industriel » du constructeur automobile. Rien que ça ! Pourtant, il n'est pas besoin d'être voyant pour comprendre que si le patron veut diviser les capacités de production de l'usine par deux, ce n'est pas pour créer des emplois, mais évidemment pour en supprimer.

Depuis plusieurs mois, une partie des travailleurs de l'usine ne croit pas au discours sur cet « horizon 2020 ». Mais dans sa communication, la direction continuait de démentir ceux – et notamment la CGT – qui pensaient que la suppression d'une ligne de montage interviendrait

avant cette date.

Il y a quelques jours, la direction de l'usine a finalement été démentie... par le directeur industriel de PSA, qui a annoncé dans la presse locale que le monoflux serait d'actualité dès 2018.

C'est une nouvelle preuve flagrante que les travailleurs ne peuvent absolument pas avoir confiance dans le discours patronal, et la preuve en a été apportée ici par un dirigeant du groupe. C'est d'ailleurs le même qui, en 2011, affirmait la main sur le cœur que la fermeture de l'usine d'Aulnay n'était pas d'actualité !

Voilà un exemple qui montre bien que, pour les travailleurs, réussir à mettre leur nez dans les affaires des capitalistes pour révéler au grand jour ce qui se trame est une nécessité.

Correspondant LO

Française de mécanique – Douvrin : débrayage contre une sanction

Malgré l'annonce en juillet 2014 de résultats semestriels atteignant près de 500 millions d'euros, les plans de suppressions d'emplois continuent et s'appliquent aussi à des filiales comme la Française de mécanique.

Alors que les ventes de voitures ont augmenté en Europe et en France, le nombre de moteurs fabriqués à la Française de mécanique (FM) continue de chuter, et surtout les suppressions de postes s'accroissent.

200 à 300 salariés arrivent chaque année à l'âge de la retraite. Avec les congés seniors, le départ des salariés est accéléré. La direction veut 500 départs non remplacés par an. Fin septembre, elle dépassait les 300 départs.

Il y aurait trop de monde dans l'usine, mais

sur les chaînes de production, ce qui manque, ce sont les bras. En jouant sur les journées de chômage, sur le prêt de personnel dans d'autres usines du groupe, ou sur les cours de formation (parfois bidons, mais payés par la région), la charge sur les postes de travail est maintenue au maximum, voire augmentée. Les heures supplémentaires se multiplient et certains secteurs travaillent au moins une heure de plus par jour, et parfois même le samedi.

PSA investit le moins possible. La direction ne finance même plus l'entretien des ateliers qui doivent être fermés ou qui ne seront conservés que pour de faibles productions. Ainsi l'aspiration des vapeurs d'huile est de plus en plus déficiente, au point que même les chiffres fournis par la direction en montrent le danger.

Les rappels à l'ordre

et les sanctions se multiplient. Dernièrement, un camarade s'est fait reprocher une erreur d'appréciation sur une machine. La direction s'est acharnée sur ce salarié. Après une explication avec ses chefs directs, le service RH lui est tombé dessus à plusieurs reprises, le poursuivant jusque dans les toilettes. Ces comportements ont choqué les travailleurs du secteur. À la grande surprise des responsables, deux lignes de production ont arrêté le travail quasiment à 100 % pour aller leur demander des explications. Un débrayage d'une demi-heure a permis de voir les chefs baisser d'un ton.

Face aux attaques quotidiennes actuelles, ce sont bien de telles réponses collectives qui peuvent redonner le moral et calmer la direction et les chefs trop zélés.

Correspondant LO

Toyota Onnaing (Nord) : non à la flexibilité !

La direction de Toyota, à Onnaing, voulait faire tourner l'usine le jour férié du 11 novembre, la nuit du dimanche 6 décembre et les samedis 13 et 20 décembre. Du coup les travailleurs auraient été en congé les 29 et 30 décembre, avec douze jours de repos consécutifs du 24 décembre au 4 janvier 2015.

Évidemment, tout le monde est d'accord pour ne pas venir à l'usine entre Noël et le Nouvel An. Mais ce que la direction présentait comme un cadeau n'en était pas un, car de toute façon elle a besoin d'arrêter la production pour de gros travaux à cette période.

C'est d'autant moins un cadeau qu'elle veut imposer que les samedis, le dimanche de nuit et aussi le jour férié ne soient pas majorés, comme le stipulent

les conventions.

C'est au moment même où le Medef, avec la complicité du gouvernement, demande que soient supprimés deux jours fériés, que Toyota avance la suppression du 11 novembre.

Dans les ateliers, le mécontentement est monté contre cette flexibilité à outrance et le travail au salaire le plus bas. Les syndicats l'ont relayé. Face à cette opposition, la direction a renoncé au travail le 11 novembre... mais a remis les 29 et 30 décembre travaillés. Elle en a même rajouté, en annonçant deux samedis ou dimanches de nuit en plus par équipe en décembre et janvier.

Le chantage et les provocations continuent mais les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO



Lors d'un précédent mouvement.

Le résultat des élections professionnelles

Elles se sont déroulées les 7 et 8 octobre et ont été marquées par la progression en voix et en pourcentage de la CGT chez les ouvriers : 46 électeurs de plus en CE à 24 % et 74 de plus pour les délégués du personnel à 29,1 %, juste derrière la CFDT qui totalise 29,9 % et reste le premier syndicat de l'usine.

Cette progression s'est faite malgré de récentes attaques, et plusieurs procédures de licenciement à l'encontre de militants CGT et malgré le contexte général de chômage massif dont le patronat et le

gouvernement profitent pour aggraver l'exploitation et s'attaquer à tous les acquis des travailleurs.

La CGT est même passée largement en tête dans le secteur de la Peinture, où Toyota avait tenté de se débarrasser d'une militante du syndicat.

Les résultats électoraux renforcent toutes celles et ceux qui pensent que le monde du travail doit se défendre avec détermination pour ne pas subir les reculs sociaux que veut imposer le patronat.

Correspondant LO

GAD Josselin : 225 travailleurs sur le carreau

L'abattoir Gad de Josselin, qui comptait 650 employés en CDI et près de 1 000 avec les CDD et les intérimaires, était sous le coup d'une procédure de liquidation judiciaire depuis août.

Finalement Intermarché et SVA vont reprendre l'abattoir, mais sans reprendre tout le personnel. Plus de 200 salariés vont se retrouver sur le marché du travail après avoir été

brutalement remerciés le 17 octobre.

Encadrés par des agents de sécurité, les 750 travailleurs de GAD ont défilé par ordre alphabétique pour apprendre s'ils étaient

repris ou licenciés. C'est entre deux barrières métalliques conduisant au centre culturel de Josselin, loué par la direction de GAD, que les travailleurs de l'abattoir sont passés pour entendre les uns après les autres tomber la sentence : un badge pour celles et ceux qui pourront reprendre le travail, et pour les 225 licenciés, une

lettre proposant une réunion d'information pour envisager... un reclassement. Cette mise en scène choquante n'a pas empêché des élus locaux et des représentants de l'État de dire leur soulagement de voir que le site de Josselin ne fermait pas.

Avec de telles méthodes, les sauveurs du site affichent leur violence

et leur mépris. Une centaine de salariés se sont rendus lundi 20 octobre à la préfecture pour que le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) ne soit pas homologué par l'État, car ils jugent le reclassement insuffisant, tout comme l'enveloppe consacrée à la formation.

Correspondant LO

Madrange - Limoges : licencié et arrosé par le gouvernement !

Deux lignes de désossage sont désormais supprimées chez Madrange à Limoges, et 86 travailleurs ont perdu leur emploi. Avec la suppression de la troisième ligne en juin 2015, ils seront 136 dans ce cas, auxquels il faut ajouter la suppression de 36 emplois en CDI et le licenciement de six intérimaires, liés au travail de désossage.



La patronne de Madrange juge aujourd'hui plus intéressant de se fournir directement en jambon désossé. Elle se contente donc de ne pas renouveler ses contrats avec les entreprises sous-traitantes : l'avenir des travailleurs qu'elle a exploités pendant des années n'est pas son problème.

Pendant quinze ans au minimum, mais parfois seize ou dix-huit ans, ces travailleurs ont pour Madrange soulevé tous les jours plus de 1 000 jambons

de 10 à 12 kg. Pour des raisons de rentabilité, ils étaient employés par trois petites sociétés prestataires (Codeviande, Tradévia et ABS). Seuls deux désosseurs ont été reclassés en interne par leur employeur et ont dû pour cela quitter Limoges. La majorité des autres espèrent un hypothétique nouvel emploi à l'issue d'une formation, sans trop y croire pour ceux qui ont atteint la cinquantaine.

En cinq ans, après plusieurs plans de suppressions d'emplois, les deux usines Madrange de Limoges et Feytiat sont passées de 1 000 travailleurs à 450, et en juin 2015, il devrait y avoir moins de

400 travailleurs. Les responsables syndicaux expliquent que dans le même temps la production a sensiblement augmenté. Et ce n'est pas tout. Au titre du CICE 2013, pour ses seules entreprises de Limoges et Feytiat, le gouvernement socialiste vient d'offrir un demi-million d'euros sur un plateau à Madrange. Voilà comment la patronne, membre du club des 500 plus grosses fortunes de France, augmente sa fortune personnelle. En 2012, sans même les nouvelles aides de l'État, sa fortune connaissait une hausse de 72%!

Correspondant LO

RATP : restructuration à la maintenance

Depuis plusieurs années, pour faire des économies, la RATP enchaîne des restructurations à la maintenance. Les organisations de travail changent sans arrêt, visant toutes à obtenir plus de « résultats » avec moins de personnel.

Cela se fait au travers de restructurations, de fermetures de centres et de regroupement d'activités, via aussi des changements d'horaires et des externalisations... dont voici quelques illustrations récentes.

Non au travail « agent seul »

Depuis deux ou trois ans, les travailleurs s'opposent à l'introduction systématique du travail « agent seul » lors des interventions sur l'ensemble du réseau où le travail se faisait à deux. Mais sous prétexte que les « concurrents » travaillent ainsi, la direction veut imposer le travail « agent seul », qui dit-elle serait le moyen pour les agents de sauver la maintenance RATP. Ce type de chantage ne vise qu'à faire accepter la dégradation des conditions de travail.

Les travailleurs contre les horaires décalés

Du fait des prolongements de ligne, du tramway et de l'augmentation du trafic, le nombre d'équipements à entretenir augmente. Malgré cela la direction cherche à maintenir le nombre de travailleurs qui s'occupent de la maintenance dans les ateliers et même à le diminuer.

À cette fin, elle développe les « horaires atypiques ». En faisant commencer plus tôt ou en prolongeant l'après-midi voire la nuit, elle pourrait ne pas avoir à construire de nouvelles infrastructures et à embaucher. Sa politique engendre des résistances. Récemment, dans l'atelier de la place d'Italie qui s'occupe de la maintenance de la ligne 6, la direction a eu beau prétendre agir au service

des agents, les travailleurs ont voté contre ses propositions et ont débrayé pour montrer leur opposition.

Déménagements sans fin

La direction prévoit de fermer quatre centres de maintenance, situés dans le sud de la région parisienne et de n'en ouvrir qu'un seul, à Bagneux. Trois cents employés sont concernés par ces déménagements. La plupart des salariés n'en sont pas à leur

premier déménagement, certains ont déjà changé trois fois de centre en cinq ans ! Beaucoup en ont ras le bol, et en particulier ceux qui verront leur trajet emploi domicile augmenter.

Face au mécontentement, et alors que les salariés de la maintenance sont éparpillés entre plusieurs centres, la CGT a réservé un amphithéâtre à l'hôpital Hôtel Dieu pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de venir s'exprimer. Malgré les

menaces et les intimidations de la direction, une centaine de travailleurs se sont réunis.

Il a été décidé de se rendre au forum de l'encadrement, sorte de grand-messe du directeur destinée à ses cadres et à ses chefs, qui s'est tenu aux Folies Bergères à Paris quelques jours plus tard. Devant 150 travailleurs en grève, le directeur a dû entendre ce que chacun avait à dire.

Correspondant LO

Toray - Agglomération lyonnaise : ça ne fait pas le compte

Obligée d'organiser des négociations annuelles obligatoires sur les salaires, la direction de l'usine de Toray, spécialisée dans la production de films, croyait avoir bien ficelé son projet pour éviter la grève sans céder grand-chose. Après deux ou trois réunions et un petit geste où elle accordait « généreusement » 35 euros d'augmentation, elle a trouvé des signataires pour son accord.

Le seul hic, c'est que les travailleurs ne veulent pas qu'on décide à leur place. Depuis le mercredi 15 octobre, les ouvriers postés débrayent donc tous les jours pour avoir au minimum 50 euros.

Au-delà du montant de cette augmentation, les travailleurs veulent aussi se faire respecter. Depuis des mois, les cadres de cette usine, qui appartient à un grand groupe japonais,

multiplient les pressions sur les travailleurs. Ils visent tous ceux qui n'ont pas assez « l'esprit maison » et qui résistent d'une façon ou d'une autre à l'augmentation permanente de la productivité.

Avec ces débrayages, les travailleurs montrent à la direction qu'ils ne supportent plus l'ambiance qu'elle fait régner.

Correspondant LO

Procès de l'amiante - Aix-en-Provence : manifestation contre le déni de justice

À l'appel d'associations de victimes de l'amiante et d'organisations de la CGT, plus de 1 200 personnes se sont réunies devant le Palais de Justice d'Aix-en-Provence et la cour d'appel ce mardi 21 octobre pour protester contre les jugements inéquitables concernant les victimes de l'amiante.

Retraités des chantiers navals de La Ciotat et de La Seyne, ouvriers d'Arke-ma-Saint-Auban dans les Alpes-de-Haute-Provence et d'Arkema-Jarrie près de Grenoble, dockers et ouvriers de la réparation navale et de l'arsenal de Toulon, marins de la SNCM, ils voient leurs rangs s'éclaircir à cause des ravages de l'amiante au contact de laquelle ils ont travaillé.

Dans les entreprises inscrites sur la liste de celles « reconnues amiante », les travailleurs ont droit à des visites médicales, à une préretraite et à l'allocation versée par le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA). Enfin, il devrait leur être attribué une indemnisation dite du « préjudice d'anxiété ».

Sauf que les entreprises retardent au maximum le moment de payer. Elles font systématiquement appel et certaines ont fermé ou changé de nom.

Les manifestants sont venus montrer qu'ils ne sont pas prêts à se laisser faire au moment où des jugements, qui devraient faire jurisprudence, allaient être rendus à la cour

d'appel d'Aix-en-Provence. Ce sont les premiers jugements rendus après un arrêt de la cour de cassation du 2 juillet dernier. Si celui-ci affirmait que les victimes n'avaient pas à fournir la preuve de leur exposition lorsqu'ils avaient travaillé dans une entreprise « reconnue amiante », il dégageait cependant l'AGS, (Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés), abondée par les cotisations patronales, de l'obligation de verser aux victimes l'indemnisation du préjudice d'anxiété, quand le patron fait défaut, c'est-à-dire quand l'entreprise a fermé.

En vertu de cet arrêté, des retraités des ex-Chantiers de La Ciotat se sont vu réclamer les sommes qui leur avaient été versées au titre du préjudice d'anxiété et qui s'élèvent à plusieurs milliers d'euros. Qu'ils y aient droit est reconnu mais le problème est qui doit payer, les patrons, l'État, la Sécurité sociale ? Or, des milliers de dossiers sont en cours.

De plus, les indemnités allouées varient



selon les juges et, semble-t-il, selon le nombre de salariés concernés. Pour un cas identique, l'indemnisation peut être de 1 000 euros à un bout de la France et de 3 000 à l'autre bout. Sans compter qu'elles diminuent d'année en année au motif qu'il y aurait trop de victimes à indemniser.

Enfin, les travailleurs veulent aussi que les patrons soient jugés pour « faute inexcusable », comme en Italie, où des patrons ont été condamnés pour avoir fait courir sciemment les risques liés à l'exposition à l'amiante.

Il y aurait potentiellement quelque 20 000 dossiers d'appel concentrés sur le tribunal d'Aix-en-Provence. Les travailleurs victimes de l'amiante sont décidés à obtenir justice, et le plus vite possible.

Correspondant LO

Forum de Lyon : où sont les emplois promis ?

Jeudi 16 et vendredi 17 octobre s'est tenu, au Palais des sports de Lyon, un Forum pour l'emploi organisé par Pôle emploi, la région Rhône-Alpes et divers organismes. Dès l'ouverture, ce sont des centaines de demandeurs d'emploi, des milliers tout au long de la journée, qui sont venus.

La majorité avaient entre 30 et 60 ans, licenciés pour la première, deuxième et troisième fois d'une entreprise, trop vieux à 50 ans, trop jeunes à 25 ans, vivant de petits boulots en intérim quand il y en a, des retraités qui n'y arrivent pas et qui recherchent un complément de revenu, des femmes en situation difficile... En Rhône-Alpes, il y

a 476 254 privés d'emploi recensés. Un demandeur d'emploi sur deux n'est pas indemnisé.

Du travail, il n'y en a guère eu de proposé : quelques boulots de nettoyage, en intérim, des temps partiels... Pour les quelques emplois plus intéressants, ce sont des centaines de CV qui ont été déposés. Aussi, à la sortie, c'est surtout l'écœurement qui s'exprimait. Ce forum a surtout permis à Pôle emploi et à quelques entreprises de montrer qu'ils s'occupent du chômage.

Certains prétendent que les chômeurs ne veulent pas travailler ? Que les donneurs de leçon viennent voir ce qu'il en est !

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel

au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal octobre 2014.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription. Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code Postal..... Ville.....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	18 €	35 €	15 €
Outre-mer avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : les appareils syndicaux organisent la désorganisation des luttes

DANS LE MONDE

La semaine du 13 au 18 septembre aura été marquée par une activité inhabituelle des appareils syndicaux britanniques. Cette semaine d'action sur les salaires devait comporter ce que la confédération syndicale TUC appelait des « grèves coordonnées » du secteur public et culminer par trois manifestations pour le public et le privé, à Londres, Glasgow et Belfast, le 18 septembre.

Et ce n'est pas trop tôt, car depuis 2008 le pouvoir d'achat moyen d'un travailleur à plein temps a chuté de 10 %, et celui des bas salaires est revenu à ce qu'il était en 1997. Et encore, ces statistiques officielles ne tiennent-elles pas compte des millions

de salariés contraints de vivoter d'emplois précaires à temps partiel, avec un salaire incomplet et irrégulier.

Quant aux travailleurs du secteur public, le gouvernement Cameron leur a imposé un gel des salaires de quatre ans à partir de

2010, et prétend les obliger à se contenter d'une rallonge de 1 % cette année – alors que la hausse des prix a atteint 17 % sur cette période. D'où l'organisation d'une première grève de 24 h le 10 juillet, qui avait été bien suivie. Celles prévues pour cette semaine d'action devaient en être la continuation.

Sauf que, plutôt que de donner réellement aux travailleurs la possibilité d'exprimer leur colère, les appareils auront tout fait pour les désorganiser. Ils se sont ingéniés à faire de la « grève-salami ». Le

personnel de santé était ainsi appelé à une grève de quatre heures le lundi, puis à continuer jusqu'à la fin de la semaine en prenant les pauses auxquelles il a droit – chose difficile faute de personnel. De leur côté, un seul des trois syndicats d'enseignants avait appelé à la grève, cette fois une grève de 24 h, mais le mardi seulement – en même temps, il est vrai, qu'une grève de 24 h du million de travailleurs municipaux. Quant aux fonctionnaires, ils devaient faire grève également pour 24 h, mais le mercredi.

Mais les appareils syndicaux n'auront même pas réussi à mettre en application leurs plans. Trois jours avant le début de la grève, les syndicats de municipaux annulaient leur mot d'ordre, au motif qu'une « nouvelle offre » leur avait été faite et qu'il leur fallait « consulter leurs adhérents ». En fait, ils ne considéraient pas nécessaire de « consulter leurs membres » pour annuler une grève prévue et préparée depuis des mois.

Et tout cela pour quoi ? La « nouvelle offre » était une augmentation de 2,2 % qui ne serait versée qu'en mai 2015, et qui constituerait la seule rallonge jusqu'à la fin 2016. Ce

n'était donc que le même 1 %, emballé d'une autre façon !

Malgré cela, les mouvements qui n'avaient pas été annulés ont été relativement bien suivis. Mais on ne peut pas en dire autant des manifestations du 18 septembre. Face à un déploiement policier sans précédent, la manifestation de Londres était dynamique, mais comptait bien moins de participants que celle d'octobre 2012, la dernière de ce type organisée par le TUC.

En fait, les appareils syndicaux n'avaient pas mobilisé pour cette journée. Même dans des entreprises où la majorité des travailleurs sont syndiqués, comme l'usine Ford-Dagenham près de Londres ou les grands centres postaux de la capitale, il n'y avait eu ni affiche ni tract.

Tout se passe comme si, à six mois des élections générales de mai 2015, le TUC voulait rappeler qu'il existait mais aussi que, en tant que pilier du Parti travailliste, il se montrait « responsable ».

Autant dire que ce n'est pas sur ces appareils bien intégrés au système politique que la classe ouvrière peut compter pour défendre ses intérêts.

François Rouleau



La manifestation à Londres.

Espagne : les travailleurs d'Airbus ne baissent pas les bras

Le 29 septembre, à l'usine Airbus de Getafe dans la banlieue de Madrid, les travailleurs ont célébré l'anniversaire de la journée de grève générale du 29 septembre 2010, un événement bien significatif.

À l'époque, le gouvernement socialiste de José Luis Zapatero venait de faire adopter par le Parlement une réforme du droit du travail qui abaissait le coût des licenciements, favorisait le recours aux emplois précaires et remettait en cause de nombreuses protections sociales définies dans les conventions collectives.

Le mécontentement grandissait dans la classe ouvrière et les syndicats les plus importants (UGT et Commissions ouvrières), après avoir hésité, avaient fini par appeler à une journée de grève générale pour le 29 septembre, à laquelle

s'étaient ralliés les syndicats minoritaires partisans depuis longtemps d'une riposte.

Cette grève générale fut très largement suivie. Dans de nombreuses entreprises, des piquets de grève avaient été organisés et des affrontements eurent lieu entre les travailleurs et la police. Ce fut le cas à Airbus, à Getafe, où il y avait eu plusieurs blessés parmi les travailleurs. L'agression venait de la police, mais ce sont 8 travailleurs qui ont été accusés d'attentat contre l'autorité et d'entrave à la liberté du travail. Une peine de huit ans de prison avait été requise contre chacun d'eux, une sanction de la même ampleur que celles prononcées sous Franco.

Depuis quatre ans l'affaire n'est toujours pas jugée. La direction d'Airbus admet que les peines sont peut-être disproportionnées, mais elle maintient

l'intransigeance de ses accusations. Elle vise en fait à décourager les travailleurs d'engager des luttes contre les mauvais coups que le patronat prépare en ce moment.

Quatre ans après, pour montrer qu'ils ne baissent pas les bras, les travailleurs d'Airbus ont voulu, à plusieurs centaines, marquer le coup par des manifestations qu'ils comptent renouveler. À Getafe, ils ont été rejoints par des travailleurs de Coca-Cola dont la direction prévoit de licencier en février prochain quelque 800 d'entre eux et de supprimer 1 200 postes de travail dans des secteurs annexes, alors qu'un jugement vient de déclarer illégaux ces licenciements.

Ces mouvements ne sont pas seulement une célébration du passé, mais témoignent aussi d'une volonté de toujours résister aux pressions patronales.

Henriette Mauthey

Irlande : toujours le paradis fiscal

Le 14 octobre, le ministre irlandais des Finances, Michaël Noonan, annonçait qu'il allait mettre fin d'ici à 2020 au mécanisme fiscal permettant aux sociétés multinationales installées en Irlande, comme Google et Apple par exemple, de délocaliser l'essentiel de leurs revenus dans un paradis fiscal où elles sont peu ou pas imposées. C'était une façon de répondre aux critiques de l'administration américaine et de la Commission européenne qui reprochaient cette pratique aux autorités irlandaises.

Dorénavant, les multinationales installées en Irlande ne pourront plus

délocaliser leurs revenus dans les îles Caïmans ou dans les Bermudes.

Mais grâce à un nouveau mécanisme fiscal, elles pourront, en déclarant leurs revenus en Irlande, continuer à bénéficier d'un régime fiscal plus que favorable, avec un taux d'imposition qui devrait être fixé entre 5 % et 6,5 %. D'ailleurs, si l'on en croit la presse, l'annonce de cette réforme laisserait les multinationales visées « sereines ». Il faut croire qu'elles n'y perdront pas grand-chose.

Pour les grandes entreprises, c'est le paradis fiscal à domicile.

J.-J.L.